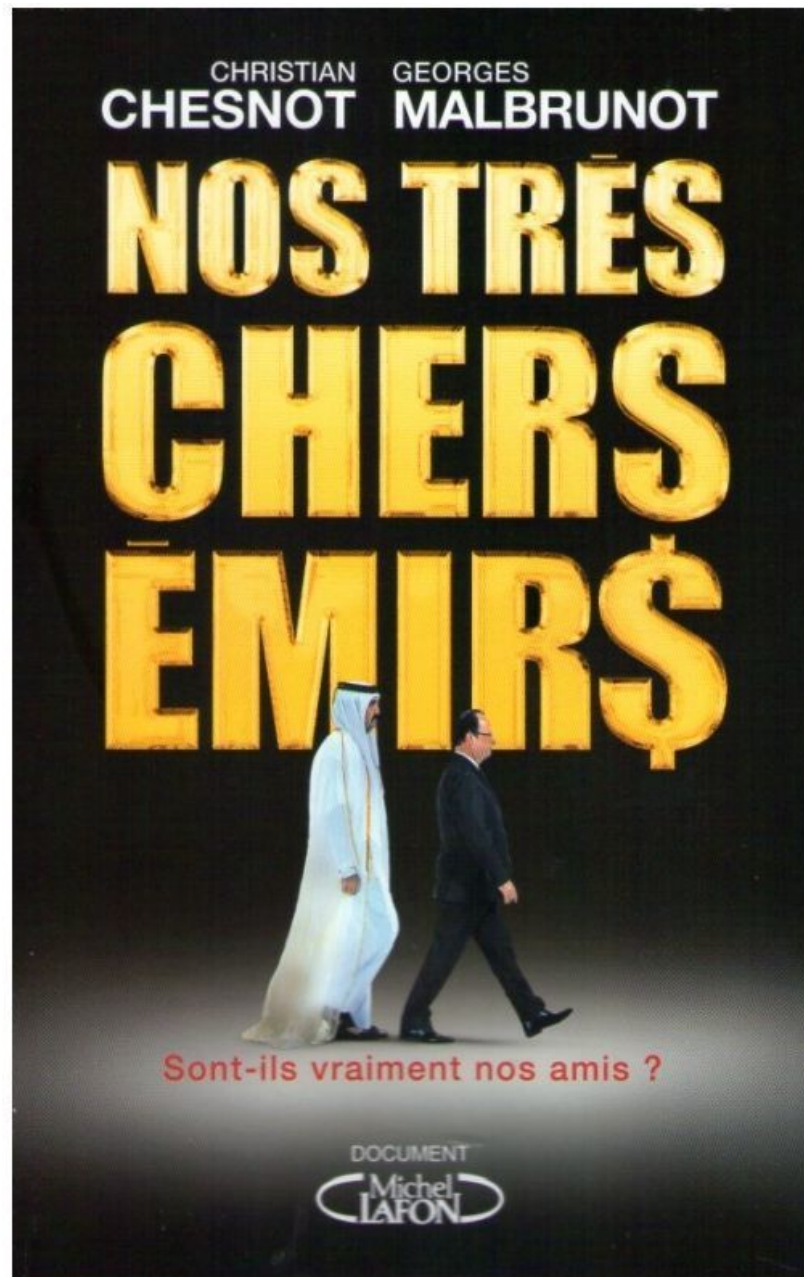


**Extrait du livre**  
**« NOS TRÈS CHERS ÉMIRS »**  
*de Christian Chesnot et de Georges Malbrunot*

-Édition Michel Lafon-



Codes couleurs :

- Idée principale (+ événements concernant la France)
- Nom d'organisation
- Titre d'article, d'ouvrage / Chaîne de TV / Nom d'un monument

- L'Arabie Saoudite
- Le Qatar
- Émirats arabe unis
- ... Koweït
- Bahreïn
- Yémen

**P.8**

Les prises de position des hommes politiques et des intellectuels se multiplient pour instruire le procès du royaume wahhabite. Tel que l'écrivain Salman Rushdie : « La grande erreur historique dont nous payons le prix aujourd'hui reste le soutien occidental à l'Arabie Saoudite (...). Ces gens ne sont pas nos amis, ils sont la source du poison ». D'autres diront que l'Arabie et les autres monarchies du Golfe restent des boucs émissaires commodes pour exorciser nos peurs et nos fantasmes.

De leur côté, les émirs, instruits par le comportement de certains de nos responsables politiques, ont fini par nous considérer comme faciles à acheter.

De plus quel est le rôle de l'Arabie Saoudite et du Qatar dans le développement des idées salafistes chez nous, et quels liens entretiennent-ils avec l'islam de France.

**P.9**

L'univers opaque et mystérieux des monarchies du Golfe, l'Arabie Saoudite, le pays dominant (...). Depuis la mort du roi Abdallah en 2015, une nouvelle Arabie est née avec l'accession au trône de **Salman** qui a adopté une position diplomatique beaucoup plus agressive dans la région, rompant avec des années de profil bas.

Dans le Qatar voisin, c'est l'inverse qui s'est produit avec l'arrivée sur le trône du jeune émir **Tamim** en juin 2013. Fini la politique de coups médiatiques et diplomatiques de son père, Cheikh Hamad.

**P.10**

Deux partenaires choyés par Paris.

Vendre à tout prix aux émirs, propulsés au rang de « partenaires stratégiques » semble être devenu l'alpha et l'oméga de notre diplomatie au Moyen-Orient.

Les diplomates français se taisent souvent ou minimisent les divergences, eux, s'inquiètent de cet activisme débridé.

**P.11**

Le Qatar comme d'autres monarchies du Golfe, pratique depuis longtemps la diplomatie du carnet de chèques.

Depuis quelques années, ce sont les hommes politiques français qui sont à l'offensive, prêts à se vendre sans scrupules au riche émirat gazier, en échange de démentis sur les accusations de financement terrorisme islamique dont le Qatar est régulièrement la cible.

**Jean-Marie Le Guen** annonce la couleur : « En tant que ministre en charge des Relations avec



le Parlement, je tiens tous les députés et sénateurs de mon camp, via la questions au gouvernement. Je peux bloquer des questions hostiles au Qatar, ou au contraire les alimenter. Mais je n'ai pas à le faire gratuitement » ; l'art du chantage.

### P.13

**Jean Marie Le Guen** : « je vous protégerais à l'Assemblée nationale et au Sénat (la vente de service) ».

**Jean Marie Le Guen** est également soupçonné d'être allé tirer les sonnettes dans une autre pétromonarchie. Il est connu pour ses rapports décomplexés avec l'argent.

### P.17

En pleine guerre de 2011 en Libye, où le Qatar était aux côtés de la France et des occidentaux pour renverser Mouammar Kadhafi.

### P.18

... L'appui français pour décrocher la coupe du monde 2022, ou l'exonération fiscale dont bénéficient les investisseurs privés qatariens en France.

2012, **François Hollande** troque le Qatar contre l'Arabie Saoudite comme partenaire stratégique dans le Golfe.

### P.19-20

**HBJ, Hamad Bin Jassem**, Premier ministre du Qatar (cousin de l'émir-père) est sans le moindre scrupule vis à vis de l'argent. C'est n'est qu'une question de prix, disait de lui son vieil ami Christophe de Margerite (le défunt patron de Total).

**Al-Kuwari** (Qatar) a perdu ses repères depuis le l'arrivée du nouvel émir, Tamir. Il se retrouve nommé ambassadeur aux États-Unis. Il se morfond à Washington où le personnel politique est moins réceptif aux petites cadeaux. Le successeur en France d'Al-Kuwari, se plaint d'ailleurs qu'il lui savonne la planche. Entre les deux hommes c'est la guerre. En effet Al-Kuwari tacle sans vergogne son successeur, auprès des ses anciens amis influents.

Quelle mue pour ce Bédouin devenu un épicurien, amoureux de la vie parisienne où il se sent comme un poisson dans l'eau.

« Il a surtout donné de très mauvaise habitudes aux hommes politiques en les arrosant » reconnaît l'ambassadeur du Qatar ». On subit toujours ses errements. La liste de ses cadeaux est longue.

Aujourd'hui encore, l'ambassadeur reçoit régulièrement des sollicitations de parlementaires, qui vont s'empiler dans les sous-sols de la représentation diplomatique.

« Chaque semaine, des députés ou des sénateurs font parvenir des demandes pour financer des mosquées, des associations, parfois des écoles privées dans leur circonscription » révèle le proche de Meshaal-al-Thani, qui sourit devant tant d'hypocrisie alors que l'émirat est copieusement accusé de financer le terrorisme.

**Meshaal al-Thani** a donc coupé les liens trop visibles avec la plupart des politiques, préférant se concentrer sur les patrons de presse, et des industriels qu'il a rassemblés dans un club d'affaire, le **Qadran**.

Ces bisbilles intra-qatariennes soulignent en fait le profond malaise que ressent le Qatar vis à vis de l'allié français. Le virulent Qatar-bashing de ces dernières années a suscité l'incompréhension des dirigeants du pays. Préférant de ce fait s'exposer sur des supports plus



conciliant (Américain) tels que le Financial-Times ou CNN.

## P.22

Le luxueux 7ème arrondissement de Paris, là où résident tant d'ambassadeurs en poste à Paris.

## P.23

**Rachida Dati** qui va demander 400 000 euros pour son association le « Club des ambassadeurs » aux Qataris qui s'en sont étonnés.

Le diplomate lui fait comprendre qu'il sera difficile d'y répondre positivement. Elle semble choquée par ce refus, qui lui sera notifié par une lettre officielle signée du représentant du Qatar en France.

Le lendemain matin, Rachida Dati est l'invité du talk-show de Jean-Jacques Bourdin sur Radio Monte-Carlo. L'ancienne ministre change de pied et charge le Qatar. « L'Arabie Saoudite ou même le Qatar ont une volonté de développer leur idéologie, notamment pour contrer l'islam chiite » affirme-t-elle.

Sur injonction de **Meshaal al-Thani**, elle est « blacklistée » au Qatar.

## P.25

Réponse d'un homme politique ami de **Rachida Dati** :

« elle est énervée, elle n'a pas eu son argent ! Elle s'est vengée des Qataris ».

## P.26-27

*Les orphelins du Qatar.* L'ambassadeur se montre moins généreux avec par exemple **Ségolène Royal**. Ou alors avec **Jean-Vincent Placé**, qui se plaint dans le carré VIP du PSG que l'ambassadeur actuel ne l'invite plus à des week-ends. « Placé ne recevait pas que des cadeaux de son prédécesseur » souligne un proche de l'ambassadeur qui refuse d'en dire plus.

La sénatrice de l'Orne, **Nathalie Goulet** appela fin 2015 le bureau de l'ambassadeur pour se plaindre, de n'avoir pas reçu son cadeau de fin d'année ; « ... d'autres sénateurs en ont eu et pas moi ? » protesta-t-elle. « Qu'elle aille au diable » maugréa **Meshaal** lorsque son collaborateur lui rendit compte de l'appel de Mme Goulet.

Quand le Qatar fut attaqué par des politiques ou dans la presse, la sénatrice n'hésita pas à proposer à l'ambassade d'organiser un colloque, contre rétribution bien sûr. La représentation diplomatique dit non. Depuis, Mme **Goulet** l'avoue sans ambages : « je n'aime pas beaucoup le Qatar ».

Elle est connue pour son audace décomplexée. **Nathalie Goulet** a été proche de l'Iran avant de se rapprocher de l'Arabie Saoudite. Curieux parcours.

Le 23 mai 2016, Mme Goulet organisa même un colloque dans le cadre du groupe interparlementaire d'amitié France – Pays du Golfe au Sénat sur le thème « Les nouveaux visages de l'Arabie ».

## P.28

(...) À écouter l'ensemble des intervenants, l'Arabie Saoudite est un pays comme un autre, auquel est fait un mauvais procès. Le compte-rendu envoyé à la presse par l'agence Publicis s'élève « contre certains stéréotypes » et souligne que « la réalité de l'Arabie Saoudite est peu connue, masquée par de nombreux clichés qu'il est utile aujourd'hui de remettre en question sans naïveté ». Le compte-rendu termine en ces termes : « Puisque l'Arabie Saoudite avance et se réforme, il est essentiel que tous les citoyens français comprennent la valeur et plus important encore, l'avance des relations franco-saoudienne ».

Pour cette opération de relation publique, **Mme Goulet** a touché une grosse enveloppe de la part de l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Paris, assure un lobbyiste.



### P.29

Du 24 au 28 janvier 2016, la sénatrice centriste de l'Orne à savoir **Mme Goulet**, s'était rendue en Arabie à la tête de la délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays du Golfe.

**Patrick Buisson** dont un homme d'affaire s'en est plaint auprès de ses contacts français.

Le député socialiste des Hauts-de-Seine, **Alexis Bachelet**, qui a lui aussi cherché des financements pour sa campagne des législatives auprès de l'ambassade du Qatar. Mais en vain.

À la tête de l'Institut du monde arabe (IMA), **Jack Lang** est cité non seulement par l'ambassade du Qatar mais aussi par celles d'Arabie et des Émirats arabes unis comme un interlocuteur sans scrupules. En cas de refus à ses demandes, il menace de critiquer ouvertement les Émirats.

**Rachida Dati** a aussi frappé à la porte de l'ambassade des Émirats.

### P.30

**Villepin** qui annule sa participation à un colloque parce qu'il était en Business et non en first class. L'ancien Premier ministre ne dit pas du bien du Qatar pour rien. « La France n'a aucune preuve de l'implication du Qatar dans le financement du terrorisme » affirmait Villepin le 04 11 2015 sur Europe 1.

Quelques jours après les attentats du 13 11 2015 à Paris, **Jack Lang** contestait lui aussi sur France Info que le « Qatar puisse participer aujourd'hui à quelque financement que ce soit du terrorisme ». Ce que dont des rapports démentent !

L'ancien ambassadeur nourrissait le secret espoir de voir le Qatar prendre le contrôle de l'Union des organisations islamiques de France. « Comme la France a la plus importante communauté maghrébine d'Europe, la contrôler via l'une de ses plus puissantes fédérations, cela voulait dire contrôler les musulmans en Europe », analyse un homme d'affaire proche de Mohammed al-Kuwari.

### P.31

Un des amis de Meshaal témoigne : « **Meshaal** (Qatar) qui a été en poste en Belgique et aux États-Unis, me dit souvent qu'il n'a jamais vu cela, auparavant ». Il a rendu compte qu'il avait fréquenté des politiques partout mais aucun ne s'était comporté comme certains français.

« Nous savons très bien qui aime le Qatar et qui aime l'argent du Qatar » confia **Mohammed al-Kuwari** en 2013. « Quelle image les politiques français donnent-ils de leur pays » s'interrogent les ambassadeurs arabes.

### P.33

L'Arabie entre 1962 et 1970 contre le Yémen soutenu par l'URSS et le président égyptien Nasser. En 1971, la France conclut un important contrat portant sur la livraison de 200 chars AMX 30 à Ryad..

L'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et la Jordanie prévoient de transférer entre les deux de l'élection présidentielle chacun 10 millions de dollars pour soutenir Jacques **Chaban-Delmas**. Ils ont été prévenus que ça ne servirait à rien puisque Giscard allait gagner l'élection (de 1974).

Le roi Fayçal semblait ennuyé à l'idée que **Chaban-Delmas** (the gaullist comme il le surnommait) perde les élections. **Xavier Houzel** lui a assuré que ce n'était pas grave, car **Giscard serait** très bien.



### P.35

À la fin des années 1970, les saoudiens s'interrogent. Ils se demandaient ce qui allait se passer pour l'élection présidentielle de 1981. Houzel lui dit que Chirac allait encore frapper, et ferait tout pour empêcher Giscard d'être encore réélu. « Qu'est-ce que je peux faire pour aider **Giscard** » demande **Abdallah** à Houzel.

Pendant le mandat de **Giscard**, **Abdallah** n'avait pas compris pourquoi la France avait accueilli l'ayatollah Khomeiny (Iran). Idem concernant le rapprochement avec Saddam Hussein (Irak). Il avait l'impression que la France jouait double jeu.

Suite à l'élection de **François Mitterrand** qui accepte des ministres communistes au gouvernement. Houzel dit à **Abdallah** qu'il doit travaillé avec le président Mitterrand. « **Mais vous trahissez votre ami Giscard** » déclara Abdallah à l'attention de François de Grossouvre qui succéda à Victor Chapot aux Affaires étrangères spéciales, de l'Élysée.

### P. de 37 à 41

Si **Abdallah** avait refusé de prêter allégeance au « protecteur » américain, il n'aurait jamais accédé au trône. Et aujourd'hui encore, malgré les apparences d'une crise entre les deux pays, dans beaucoup de domaine, les Américains disent aux Saoudiens ce qu'il faut faire.

Entretien restait confidentiel entre **Marine le Pen** et le raïs égyptien (été 2013). L'Égypte et les Émirats Arabe Unis considérés comme des pays lutant contre l'islamisme. Les **Frères Musulmans** ennemi juré de l'Égypte ainsi que de l'Émirat Arabe Unie.

**Kaled Fawzi**, chef du service de renseignements Égyptien.

Le maréchal **Abdel Fattah al-Sissi**, président Égyptien, fossoyeur des islamistes.

Deux personnalités que **Marine le Pen** a rencontré en 2013, sans que ces rencontres aient été éventées.

Le représentant émirien conseilla à **Marine le Pen** de « taper » sur le Qatar mais pas trop sur l'Arabie Saoudite (le grand frère des Émirats Arabe Unis) qu'ils se doivent de ménager du moins publiquement. Ce qui n'est pas pour déplaire à M.Le Pen, le Qatar étant proche de **Nicolas Sarkozy**.

### P.42

« il semblerait que les Français soient les plus faciles (avidés) à acheter » s'est contenté de lâcher un responsable de journal, qui paraissait en savoir long sur les turpitudes de nos politiques.

### P.60

« Quelle image donne-t-on à nos partenaires saoudien ? Trop souvent nous jouons perso et pas en faveur de l'équipe France », regrette l'amiral **Alain Oudot de Dainville**, ancien parton d'Odas, la société en charge de l'exportation de l'armement vers l'Arabie qui a lui aussi, un épisode à ajouter au feuilleton des bisbilles franco-françaises.

### P.65

En 2009, les rebelles yéménites houthis défient l'Arabie en attaquant le royaume depuis leur bastion du Nord, voisin de la province saoudienne de l'Asir. Riyadh qui les accuse d'être soutenus en sous-main par son ennemi iranien, a besoin d'images satellitaires pour identifier les cibles à frapper. Naturellement, l'Arabie sollicite son allié et « protecteur » américain.





### P.66

L'appui français à la guerre saoudienne contre les Houthis est allée bien au-delà révèle un industriel (le besoin de plaie). Ils ont positionnés de appâts c'est à dire des émetteurs que des agents infiltrés positionnent au sol chez l'ennemi.

Un général cinq étoiles va plus loin : « Au Yémen, nous soutenons une forme de massacre par l'Arabie Saoudite (plus de la moitié des 7500 morts dans les bombardements sont des civils) ... ».

### P.75

Le puissant lobby franc-maçon au ministère de la Défense.

### P.78

Le projet de la mosquée de Nice financée par l'argent saoudien. L'initiative venant du ministre des Affaires religieuses du royaume, **Salah al-Cheikh**.

### P.80-81

Officiellement l'Arabie Saoudite à financé huit mosquées dans l'Hexagone.

**Le royaume forme des prédicateurs français dans ses universités islamiques.** Il y aurait 14 imans dans l'Hexagone, issus des facultés saoudiennes et dont le salaire est payé directement par l'Arabie ou via la ligue islamique.

Historiquement, l'islam de France a toujours été fortement influencé par le Maroc et l'Algérie, mais l'argent saoudien a néanmoins participé à la construction de la plupart des grandes mosquées dans l'Hexagone, ainsi qu'à leur entretien et à la fourniture de livres pour leurs bibliothèques.

### P.82

Pour propager l'islam dans le monde, l'Arabie Saoudite a créé en 1962 à la Mecque, **Ligue islamique mondiale (LIM)**. **Bras religieux du royaume**, l'organisation visait à cette époque, à contrecarrer le panarabisme de Nasser. Croulant sous l'argent après les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, l'Arabie va financer la da'wa (la prédication musulmane) via la Ligue, en multipliant la construction de mosquées et de centres islamiques dans le monde entier et notamment en Europe (Bruxelles, Vienne, Madrid, Londres, Genève, etc.).

En France, la Ligue islamique mondiale a installé son quartier général dans la grande mosquée de Mantes-la-Jolie.

Dans les années 1980, la politique d'aide aux constructions de mosquées passait par l'ambassade d'Arabie et le représentant de la Ligue de Paris.

À Évry, ville qui sera dirigée par **Manuel Valls** entre 2001 et 2012, les Saoudiens ont financé la Grande mosquée, dont construction s'est achevée en 1994, en coopération avec le Maroc.

### P.84

Plusieurs mosquées en France ont été financées par des fonds privés saoudiens. Celle de Lyon a été bâtie grâce à la cassette personnelle du roi **Fahd**.

### P.88-89

L'islam propagé par l'Arabie Saoudite est jugée excessive, voire sectaire, par de nombreux musulmans. Les Saoudiens, eux, considèrent qu'ils incarnent l'islam authentique et vrai, celui des origines.

Le problème avec les héritiers de **Mohamed Abdel Wahhab** c'est qu'ils ne veulent pas évoluer. Selon l'**Union des organisations islamiques** de France, ils ont une pensée statique qui se pose en gardienne de l'orthodoxie, qu'ils veulent imposer en tout lieu sans tenir compte du contexte local.



Les Saoudiens (représentant de l'idéologie wahhabite) reprochent à l'Union d'avoir dévoyé les textes sacrés pour les adapter à un environnement français.

### P.89

Le pouvoir des al-Saoud (en mettant la main sur l'Arabie et ses ressources ; une terre qui porte désormais leur nom) est né du pacte conclu en **1744** entre **Mohamed al-Saoud (1)**, émir de Diriyah et **Mohammed bin Abdel Wahhab (2)**, iman de Najd. Le premier (1) est un chef de guerre ambitieux et rusé, le second (2), un religieux ultrarigoriste et charismatique. Le guerrier cherchait une doctrine et le prédicateur cherchait une épée (l'unité du royaume d'Arabie s'est construit sur l'idéologie Wahhabite). Les deux hommes scellèrent leur alliance dans la plus pure tradition bédouine (Abdel Wahhab donna sa fille en mariage à Mohamed al-Saoud).

### P.91

Aujourd'hui, les responsables saoudiens sont dans le déni. Selon eux, la wahhabisme n'aurait aucun lien avec une forme d'extrémisme religieux. Il ne s'agirait que d'un cliché véhiculé par la presse occidentale pour ternir l'image du royaume.

Les propos tenu par le ministre des Affaires étrangères de l'Arabie Saoudite, **Adel al-Jubeir** : « Le wahhabisme, c'est comme un mantra que les gens répètent mais ne comprennent pas. Oui, il existe une école de pensée fondée par **Mohammed Abdel Wahhab** qui était un réformiste. S'il était vraiment vraiment un extrémiste, qu'il rejette les autres, qu'il soit intolérant avec les chiites et les autres minorités, alors pourquoi en Arabie Saoudite n'avons-nous connu aucune violence depuis deux cents ans ? (la peur peut-être). Les gens se seraient révoltés » (... oui, mais à quel prix?! Les gens sont conscient de la situation en cas de révolte sauf pour les convertis).

Par un tour de passe-passe dialectique, le **wahhabisme** serait presque devenu aux yeux du ministre l'incarnation de « **l'islam des lumières** ». La démonstration est peu convaincante. Elle mérite quelques précisions. Il faut savoir qu'en Arabie Saoudite, il est « naturel » de considérer les **non-musulmans comme des koufars (des mécréants)**. L'Élite saoudienne occidentalisée ne le pense pas, mais la société est travaillée par de puissant courants extrémistes qui eux y adhèrent totalement. Et son loin d'être minoritaires.

### P.92

Depuis des décennies, des générations de Saoudiens ont subi un lavage de cerveau idéologique sur les bancs de l'école. C'est l'un des principaux problèmes auquel est confronté le royaume. Les autorités en sont conscientes, mais, tenues par les oulémas, elles sont réduites à une quasi-impuissance. Jusqu'au bas, un tiers des cours est consacré à la religion ; huit heures par semaine en primaire. À noter que l'enseignement n'est pas fondé sur l'islam, mais sur le seul wahhabisme (une version ultra-rigoriste).

Pendant les 3 premières années d'école, les enfants apprennent les principes de base édictés au XVII<sup>e</sup> siècle par **Mohamed Abdel Wahhab**. Puis, au fil de leur scolarité, ils étudient son livre de référence intitulé **Kitab al-Tawhid** (le « livre de l'unité » qui met dans la tête des « élèves » par exemple, que la voie des gens du Livre, juifs et chrétiens, est blâmée comme la voie des polythéiste ; chapitre 8).

### P.93-94

Un livre d'enseignement religieux destiné en France à des étudiants de terminale, a été examiné par un diplomate français à Ryad : « Si vous aviez cet ouvrage **Kitab al-Tawhid**, entre les mains, vous penserez qu'il a été édité par Daesh ! C'est du wahhabisme pur et dur, qui appelle à détruire les





tombes, les monuments et à tuer les koufars, les mécréants ».

Devant un tel bourrage de crâne, ne nombreuses familles saoudiennes craquent. Un banquier à Djeddah a confié qu'il a sorti son fils de 9 ans de l'école publique pour le mettre dans un établissement privé, car il faisait des cauchemars la nuit suite à ses cours de religion.

Une telle école est en plein cœur de Paris. Elle est située rue d'Iéna, dans le 16ème arrondissement. L'établissement est réservé exclusivement aux ressortissants saoudiens et aux enfants diplomates arabes. De la maternelle au bac, le programme saoudien est appliqué de A à Z. Ici comme à Riyad, les élèves apprennent la grammaire arabe dans les versets du Coran. On y respecte les heures de la prière, et le vendredi un imam proche de l'idéologie dominante en Arabie, vient prêcher à l'école.

### P.95

L'Arabie se considère comme le « Vatican » de l'islam sunnite. Le royaume Saoudien (wahhabite) attire de nombreux jeunes français venus étudier la théologie et l'arabe. Certains s'égarèrent sur les chemins de l'extrémisme religieux, quand d'autres basculent dans le terrorisme.

### P.96

Les étudiants disposent de leur propre système de renseignement et s'épient entre eux, nous a confié un agent français. Ils observent comment chacun est habillé et dénoncent la moindre déviance qui ne serait pas conforme au code islamique. Entre eux, les étudiants étrangers vivent dans une ambiance paranoïaque.

### P.97

En théorie, les universités saoudiennes n'ont pas le droit d'accepter l'inscription d'un étudiant français sans une lettre de l'ambassade de France. La réalité est tout autre. Les services de l'ambassade de France en voyaient passer certains, mais visiblement pas tous, rapporte un diplomate.

### P.99

Et sur place, le premier pas vers le terrorisme tient parfois à peu de chose : une rencontre avec un étudiant, un professeur charismatique, ou le prêche enflammé d'un prédicateur pouvant à termes déboucher sur un véritable vivier en Arabie Saoudite.

### P.100

Les démarches de ces jeunes qui partent étudier la religion en Arabie Saoudite sont facilitées par des cheikhs installés en France. Dans les universités islamiques, la formation théologique est pris en charge par les autorités saoudiennes, on leur octroie des bourses d'études d'environ 800 riyals par mois (environ 200 euros), et le logement étudiant est gratuit. À Médine, ces Français convertis vivent en vase clos (une prise en charge ou un avenir impossible à avoir dans leur propre pays ; à l'âge ou rien est impossible! Ils font ainsi face à l'impossible, à ça, à l'absolu, au fait d'être réduit à néant pour se faire alors posséder et non réellement le réaliser ce qui leur arrive et/ou ce qui va leur tomber dessus).

« Souvent paumés, sans avenir en France, ces jeunes Français trouvent dans la ville sainte une communauté qui les soutient » déclare la source consulaire. La solidarité est très grande entre eux. (Ils ont à nouveau un sentiment d'appartenance, le sentiment d'être humain voire d'exister c'est à dire d'appartenir à une communauté, à une solidarité humaine impossible à trouver dans une société individualiste. Une société où seule les « meilleurs » ont un avenir, de la reconnaissance ou les moyens de « vivre »). Sur place ils vivent d'expédients et de la charité. Le vendredi jour de la grande prière, certains font l'antichambre du président de la Ligue islamique mondiale. Ils



repartiront avec 500 ou 1000 euros en poche.

Certains nourrissent de la haine contre le mère patrie (ils ont été obligés de se déraciner pour trouver un sens qu'ils n'arrivaient pas à trouver dans leur propre pays).

### P.102

Ces français côtoient des Pakistanais, des Égyptiens, des Palestiniens, des Syriens, des Philippins et des Malaisiens. Pour qu'ils soient stabilisés socialement, les célibataires sont mariés par les cheikhs locaux, généralement avec une femme d'une autre nationalité que la leur, car une Saoudienne n'a pas le droit d'épouser un étranger. À l'issue de leur formation théologique, leur objectif est de propager aux quatre coins de la planète cet islam rigoriste des « premiers ancêtres » car le wahhabisme est prosélyte. Les 14 imans français opérant dans l'Hexagone sont issus de ce système de formation.

Les plus zélés de ces imans missionnaires sont souvent les Français de souche convertis (la rancœur alimente leur « foi » ; vision des choses ou qui a eu raison de leur sentiment). Il y en a même dont le père est vicomte, se souvient un diplomate. Ces convertis se veulent plus musulmans que les musulmans d'origine. Il y a eu le cas d'un jeune breton converti à l'islam, qui avait commencé à fréquenter des salafistes en France, rapporte un officier de gendarmerie. Soudain, il a disparu discrètement pour aller se former comme iman wahhabite en Arabie Saoudite (ils recherchent une forme d'authenticité qu'ils n'arrivent pas trouver chez « eux »). Il est revenu en France, puis est reparti à l'étranger. En fonction des modes du moment, on retrouve ces individus dans les **filiales djihadistes en Bosnie, au Yémen, en Irak ou en Syrie** (tout en considérant que l'origine à ces dérives provient du fait que des jeunes se retrouvent concrètement sans avenir du fait de faire la promotion à une mondialisation qui détruit les emplois ; et pas seulement, les mœurs également).

### P.103

Le Qatar est le nouvel acteur sur la scène de l'islam de France. Comme l'Arabie Saoudite après les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979, le Qatar s'est retrouvé dans les années 2000 à la tête d'une immense fortune tirée de ses gigantesques réserves de gaz naturel off shore. Obsédé par l'idée que son pays puisse jouer un rôle dans les affaires du monde, l'ex-émir du Qatar **Cheick Hamad**, au pouvoir encore 1995 et 2013 était prêt à tout pour réussir à se faire connaître, reconnaît un diplomate français proche du diwan royal.

### P.104-105

Comme il le fait dans le business, le sport ou la culture, le Qatar a sorti son carnet de chèques pour acheter son ticket d'entrée sur le « marché de l'islam » (gagner les cœurs et/ou marquer les esprits). Pour le programme de rénovation de la Grande Mosquée de Paris lancé en 2002-2003, Doha a payé 1 millions d'euros. **On a vu aussi des hommes d'affaires qatariens financer des mosquées en France**, celle de Nantes par exemple. Mais le plus grand projet du Qatar en France, c'est la mosquée de Milos près de Mulhouse, qui sera le plus important complexe islamique d'Europe.

Les Qatariens ont une mentalité de businessmen.

### P. de 106 à 109

Le **Qatar Charity (QC)** est une organisation caritative qui est devenue au fil des ans l'un des relais du soft-power de Doha dans le monde (...). L'ONG soutient dans le monde entier des projets de mosquées, d'écoles coraniques et d'instituts de mémorisation du Coran.

Cet activisme carito-religieux donne de l'urticaire à leurs voisins des Émirats Arabes Unis, dont l'agenda est farouchement anti-islamique. Son leader **Mohamed Bin Zayed, dit MBZ**, est un



néoconservateur pour qui la religion doit rester cantonnée aux mosquées, ce qui en ferait presque un laïc, vu de France.

Les islamistes de tous poils, quelle que soit la longueur de leur barbe, sont les bêtes noires du pouvoir émirien. En décembre 2015, **cheick Mohamed al-Maktoum**, le souverain de Dubaï, n'a pas hésité à faire licencier le rédacteur en chef d'un journal local, et deux de ses adjoints, pour avoir relayé dans un article un tweet de propagande de **Daech** affirmant qu'un jour le drapeau noir des djihadistes flotterait au sommet de la tour de Khalifa à Dubaï.

Aux Émirats, pas question de lâcher la bride aux imans. Les prédicateurs sont formés dans le même institut théologique. Chaque vendredi, pour la grande prière, les ministère des Affaires religieuses distribue un prêche identique qui sera lu dans toutes les mosquées du pays. Et gare à l'imam qui s'écarterait de la ligne officielle, il serait vite remis dans les clous !

Au sein des monarchies du Golfe, les Émirats présentent une vraie singularité : ils pratiquent une tolérance zéro vis à vis des **Frères musulmans**, qu'ils considèrent comme un mouvement terroriste. Abou Dhabi a même été jusqu'à inscrire, en novembre 2014, l'**UOIF**, branche française des **Frères musulmans**, sur sa liste noire.

Les Émirats ont ciblé 85 associations dans le monde, y compris **la conférence mondiale des oulémas** présidée par le **cheick Qaradawi**. Pour les Émiriens, tous les mouvements qui bougent en Europe sont des terroristes. **Bien qu'ils aient financée en 1994, la mosquée de La Courneuve**. À cette remarque faite à un diplomate émirien, il a proposé d'écrire une lettre, dont il a promis qu'elle sera transmise tout en assurant que la liste noire n'est pas exhaustive.

Au cours de l'enquête pour cet ouvrage, il a été découvert que des émissaires des Émirats arabe unis venaient jusqu'en France pour débusquer les islamistes. En mai 2016, le directeur des Affaires religieuses s'y est rendu discrètement pour inspecter plusieurs mosquées de la banlieue parisienne. Installé dans un palace sur les Champs-Élysées, il a envoyé plusieurs de ses collaborateurs faire une tournée de deux jours pendant laquelle ils ont visité, entre autres, les mosquées de Vigneux-sur-Seine, Savigny-le-Temple et Sainte-Geneviève-des-Bois.

L'un des accompagnateurs de la délégation nous a livré certains détails de ce périple en région parisienne. Ce qui lui a le plus frappé, c'est que les Émiriens étaient complètement déconnectés de la réalité française. Ils n'avaient aucune compréhension du contexte local. Par exemple, ils s'étonnaient que certaines mosquées proposent un volet éducatif consacré à la citoyenneté.

Quand la délégation émirienne est arrivée devant une mosquée où étaient installées des caméras de surveillance, l'un des membres s'est interrogé : « Elles servent sans doute à contrôler les islamistes radicaux ? ». Surpris, les responsable de la mosquée lui a répondu : « Mais pas du tout ! Elles sont là pour repérer des militants d'extrême-droite qui viendraient nous provoquer ».

Quand les Émiriens ont découvert dans les bibliothèques des mosquées des ouvrages en arabe de **Cheick Youssef al-Qaradawi**, une icône des **Frères musulmans** aujourd'hui abrité par le Qatar, ils n'ont pas caché leur réprobation. Ils nous ont fait comprendre que si l'islam était mal vu en France, c'était à cause des musulmans eux-mêmes. Ils nous demandaient de faire profil bas, comme nos grand-parents. Leur vision de la religion est incompatible avec celle pratiquée par la majorité des fidèles français. Et ils ont une conception très policière de l'islam.

Pour les Émirats, la France est devenue un pays à risque, avec un réservoir de jeunes djihadistes et une religion mal organisée. Ils nourrissent le projet de financer une sorte d'école normale de formation des imans et cherchent à des interlocuteurs pour créer cet institut dont l'objectif pédagogique est de franciser la religion musulman.



### P.113

Entre « 8 et 12 » **Qatariens financent en fait des organisations terroristes, en particulier la branche syrienne d'al-Qaïda, le Front al-Nosra et Daech.**

Nous avons rencontré l'un d'eux au Qatar, où il vit sans être inquiété par les autorités.

### P.117

**Daech** est une force d'occupation avec des combattants de tous les pays, pas le **Front al-Nosra**, composé en majorité de Syriens.

### P. de 121 à 123

En 1996, l'avion d'**Oussama Ben Laden** qui l'emmena du Soudan au nouveau siège d'al-Qaïda à Jallalabad, en Afghanistan, fit escale au Qatar. Le chef d'al-Qaïda avait coutume de dire à ses proches que le Qatar est une terre de passage vers le djihad qu'il convient d'épargner.

Plusieurs membres de la famille régnante du Qatar n'ont jamais caché leur sympathie à l'égard des djihadistes. **Fahd**, le deuxième fils du premier mariage de l'ancien émir **Hamad**, mena même le djihad en 1993 au Pakistan. Et son oncle **cheick Abdallah** était un ami de Ben Laden. Il abrita d'ailleurs Ben Laden au Qatar au début des années 1990.

La plupart des financiers du djihad appartiennent à des grandes familles ou à des tribus importantes du Qatar. S'en prendre au membre d'une tribu puissante, s'est se mettre toute la tribu à dos. Le Qatar étant un pays minuscule, cette lutte peut déstabiliser toute la société. Propos qui a été démenti par le secrétaire d'État émirien aux Affaires étrangères.

Aujourd'hui plutôt que de financer directement des organisations terroristes, le Qatar a trouvé un autre moyen de leur verser de l'argent : payer les rançons aux ravisseurs d'otages occidentaux, souvent liés à la branche syrienne d'**al-Qaïda**.

Depuis une dizaine d'années, dans une bonne dizaine de cas d'enlèvements, le Qatar a réglé la facture au profit des preneurs d'otages. La totalité de l'argent ainsi versé à **al-Nosra** avoisinerait les 150 000 000 de dollars.

Au Yémen, au nom de plusieurs pays européens, 20 400 000 de dollars furent déboursés par le Qatar et le Yémen au profit d'**al-Qaïda** dans la péninsule arabique.

En février 2013, des officiels yéménites ont affirmé avoir vu des Qatariens débarquer en jet privé avec des valises probablement pleines de billets puis repartir avec un otage suisse qui fut reçue ensuite par l'ambassadeur suisse dans l'émirat.

**Al-Qaïda** peut ainsi aisément financer ses conquêtes territoriales dans la péninsule arabique.

C'est en Syrie et en Irak que l'argent du Qatar a surtout alimenté les caisses de la succursale d'**al-Qaïda**.

### P. de 125 à 129

N'oubliez pas que les Qatariens paient des rançons pour les beaux yeux des otages, ils le font pour se rendre indispensables, rend compte un agent du renseignement. Parfois, les Qatariens ruinaient ses négociations, alors qu'il était sur le point de conclure. Ils jouent un sale jeu. Cet agent avait découvert que les kidnappeurs attendaient le feu vert de Doha. Il a d'ailleurs la conviction qu'**al-Nosra** est soutenu par le Qatar. Il les a vu des ses propres yeux.

Pour le Qatar l'avantage est double. Il rend service à un État qui tôt ou tard, devra s'en souvenir. Et il finance par ailleurs, des rebelles proches de l'idéologie wahhabite dominante dans l'émirat. Qui pourrait trouver à redire à une telle assistance humanitaire ?

**En Irak, les financiers du djihad ont pignon sur rue. Ils sont professeurs d'université, riches hommes**



d'affaires, parfois même ministres. Bref, ils figurent parmi l'élite économique et sociale de ce pays que les États-Unis, garants de la sécurité des monarchies du Golfe, « libèrent » en 1991 des soldats irakiens de Saddam Hussein.

Le deuxième de ces financiers, **Hajjaj al-Ajmi**, est un jeune imam féru de nouvelles technologies qui utilise la fortune de sa famille en faveur des « insurgés » syriens en organisant des diwanas, ces soirées où l'on discute de tout autour d'un thé brûlant. (...) des financiers accusés d'avoir financé Daech et al-Nosra.

La Turquie de **Tayep Recep Erdogan**, dont la priorité a longtemps été la chute de **Bachar el-Assad**.

Juste après l'indépendance du Koweït en 1961, il fut le 1er pays du Golfe à se doter d'un parlement élu démocratiquement et d'une constitution. De puissantes et anciennes associations caritatives profitent de la liberté dont elles jouissent pour acheminer l'argent aux rebelles syriens, parfois les plus extrémistes. L'un d'elle, la Société pour la renaissance de l'héritage islamique (SRHI), d'obédience salafiste, s'affiche même aux conférences internationales.

(p.129) Au total, depuis 2011, plusieurs centaines de millions de dollars ont transféré depuis le Koweït aux groupes rebelles syriens, parmi lesquels Daesh, le front al-Nosra, et Ahrar al-Sham.

Ahrar al-Sham est une organisation salafiste financée en partie par le Qatar, qui s'associe parfois à al-Nosra contre les troupes de Bachar-al-Assad. Soutenus par la France, notamment, le Qatar et l'Arabie Saoudite qui considèrent ces insurgés comme des combattants légitimes contre le régime syrien.

De la main à la main, l'argent à Koweït est collecté lors des diwanas ou directement transféré sur des comptes bancaires, via des numéros WhatsApp, cette messagerie sur internet qui échappe au contrôle des services de renseignement.

### P.133

Des individus et des entités en Arabie Saoudite continuent de soutenir financièrement des groupes sunnites extrémistes en Syrie, particulièrement la branche syrienne d'al-Qaïda, le Front al-Nosra.

Des fonds sont collectés secrètement et illégalement transférés en dehors du pays en cash, souvent à l'occasion de pèlerinage à La Mecque et à Médine. En clair, des donateurs saoudiens profitent de ces temps de prière et des déplacement qu'ils suscitent pour convoier dans des valises d'importantes sommes d'argent vers des groupes terroristes.

Qui sont ces individus ? Des grandes familles saoudiennes : **Faroun, Rajhi** dont le patriarche a légué une partie de sa fortune à des fondations islamiques, et la famille **Abdoulatif Jamil**, le représentant de Toyota (la marque la plus utilisée par les terroristes).

### P.136

En Arabie, on ne traite pas la cause du terrorisme, on traite les symptômes (ont faire genre!). Pour eux, arrêter un terroriste ou supposé tel, c'est se mettre à dos toute la tribu. Un argument déjà évoqués dans le cas du Qatar (il faut préserver le pacte, la paix sociale pour garder l'esprit tranquille tout en étant -au centre- ou responsable de ce qu'ils prétendent combattre. La conséquence sera une perte de valeur au profit d'un bénéfice matériel impossible à combler).

### P.138

La France trop docile vis à vis de son « allié » saoudien.



Un agent de la DGSE en 2007 confiait que la lutte contre les transferts d'argent aux mouvements islamiques radicaux à travers le monde est assez limitée.

Certains imams radicaux ne critiquent pas le régime mais ont la liberté de s'en prendre à l'Occident.

### P.140

En 2013, plus de 1000 imams recensés prêchaient un islam intolérant.

Pourtant en 2014, le grand mufti d'Arabie, cheikh **Abdelaziz bin Abdullah al-Sheikh**, la plus haute autorité religieuse du royaume, monta au créneau pour publier un communiqué qualifiant **Daech** et **al-Qaïda** de *khawarij\** (\* ceux qui sortent de l'islam ou les premiers ennemis de l'islam).

### P.141

Si les Saoudiens ont fourni beaucoup d'efforts chez eux, en revanche à l'extérieur ils continuent de jouer avec le feu, par exemple en finançant toujours certains groupes armés dans des camps de réfugiés palestiniens au Liban. Il s'agit d'un plus, que les services de renseignements pensent utiliser contre leurs ennemis iraniens ou chiïtes.

**Bandar bin Sultan**, celui qui avait juré de faire tomber **Bachar al-Assad** pour tous les moyens.

### P.142

L'argent saoudien qui servait à financer les islamistes du groupe **Abdallah Azzam**.

### P.145

Les fiches jaunes qu'envoient la DGSE aux politiques font-ils état de tout, ou le politique les ignorent-elles.

### P.146-147-148

La diplomatie économique a tendance à primer sur tout le reste.

Au ministère des Affaires étrangères entre 2012 et 2016, **Laurent Fabius** avait fait de la diplomatie économique sa priorité. C'était son mantra se rappelle un ancien collaborateur, une véritable obsession. La France pris le parti de faire les yeux doux à ses alliés sunnites.

De nombreux industriels rencontrés tout au long de notre enquête se sont plaints d'une trop grande docilité de nos dirigeants à l'égard des responsables de Golfe. Des promesses restées sans lendemain de la part de nos chers émirs.

Il y avait de l'affairisme chez Laurent Fabius. Le ministre était littéralement obsédé par ces 50 milliards promis par l'Arabie. Il avait imposé une réunion chaque semaine sur ce dossier. À l'Élysée, la cellule diplomatique avait elle aussi été éclipsée par **Laurent Fabius**. Personne n'osait vraiment mettre en doute les certitudes de l'ancien Premier ministre.

### P.151

En raison d'un rendement jugé trop faible, les Saoudiens ont préféré continuer d'investir dans des fonds de capital-investissement (Private Equity) français, comme **Ardian** et **PAI**. Des fonds strictement financiers qui réalisent leurs opérations industrielles en Europe plus qu'en France, ne créant que très peu d'emplois dans l'Hexagone.





## P. de 155 à 158

Ce ne serait pas le Qatar qui rachèterait la France mais les Émirats arabes unis (...).

Les achats émiriens en France ont plus que doublé en deux ans. Pourtant, personne n'en parle. Les Émiriens, contrairement à leurs voisins qatariens, ne médiatisent pas leurs acquisitions dans l'Hexagone.

Certains investissements du Qatar sont réalisés par le Fonds souverain, Qatar Investment Authority (QIA). Depuis l'accession de cheikh Tamin au trône, à la place de son père Hamad en 2013, les investissements du Qatar Investment Authority à l'étranger sont réalisés de manière plus discrète. Ce qui n'a pas changé en revanche c'est l'opacité qui entoure ces investissements. Les investissements britanniques du Qatar Investment Authority (QIA) représentent pour le moment 29% de l'ensemble contre 11% pour la France et 7% pour l'Allemagne.

C'est l'ancien émir Cheikh Hamad qui a acquis les magasins Le Printemps et le Café de la Paix près de l'Opéra, à Paris.

Le Kingdom Holding (KHC) du prince al-Walid bin Talal est d'assez loin le principal investisseur saoudien en France, avec ses participations dans l'hôtel George V et dans Euro Disney (entre autres).

Le prince Mitaeb, le fils de l'ancien roi Abdallah, a racheté l'hôtel de Crillon, le groupe Rolaco qui détient 4,99% du Club Med (...) sans compter des investissements dans le volailler Doux, dans Petitjean, dans Siraga (...).

## P.159

Des djihadistes et non des locaux qui opéraient sous couverture d'ONG (Croissant rouge qatarien ou Qatar Charity) que Le Canard Enchaîné avait révélé.

## P.160-161

Ni le Quai d'Orsay, ni la DGSE ne veulent se mouiller pour ne pas embarrasser notre allié qatarien. Que faisaient des djihadistes pro-qatariens au nord-Mali ? Très vraisemblablement de l'encadrement ou de la formation auprès d'un groupe engagé dans la guerre contre le pouvoir malien que l'opération française protégée !

Ansar al-Dine reçoit des financements du Qatar et de l'Arabie (via la technique de la « rançon »). Et puis, le Qatar a versé une « rançon » à Ansar al-Dine contre libération d'un otage.

## P.163

Les Émiriens soutiennent le général Haftar et de l'autre côté, le Qatar continue de financer les milices de Misrata. Les Émirats ont livré au général Haftar 500 véhicules, dont 300 blindés.

Le Qatar soutient les milices de Misrata, c'est à dire les gens qu'ils ont financé au moment de la chute de Khadafi.

Le Qatar finance toujours Abdel Hakim Belhadj, un djihadiste (ou présenté comme étant une personne, ayant un passé djihadiste. Ce serait du passé ?! Selon le Qatar).

## P.164-165-166

Des forces spéciales françaises ont été déployées des deux côtés des belligérants, aussi bien auprès du général Haftar qu'auprès du Premier ministre rival, Sarraj.

Paris affirmait soutenir un processus politique inclusif qui intégrerait la principale force politique d'Égypte, les Frères musulmans.



Les **Émirats arabe unis** ont poussé la France à changer de politique vis-à-vis de l'Égypte à l'été 2013 (« y a t-il un pilote dans l'avion?! »).

Pourquoi ? Des responsables des **Émirats arabes unis** ont fait passer le message suivant au ministre de la Défense **Jean-Yves le Drian** : vous avez eu besoin de nous pour votre guerre au Mali, il y a quelques mois. Nous, le Mali ce n'est pas fondamentalement notre guerre. Mais on vous a aidés, financièrement et matériellement. Maintenant notre guerre à nous, c'est en Libye et en Égypte. On a besoin de vous. Vous êtes de quel côté ?

Le **Qatar** et l'**Arabie Saoudite** soutiennent plusieurs opposants au président **Idriss Déby** (Tchad), l'allié de Paris (Sans que cela fasse d'Idriss Déby, une chance pour son pays).

Le **Qatar** est soupçonné d'avoir commencé à financer l'action militaire de groupes opposés au président Déby qui n'est pas assez musulman selon le **Qatar**.

Le Qatar est soupçonné de financer des madrasas et un certain nombre de prédicateurs.

Le **Qatar** et l'**Arabie Saoudite** financent des mosquées au Tchad. À travers le pays, le voile intégral pour les femmes se répand depuis une dizaine d'année, une pratique qui n'était pas dans les coutumes locales.

Au Tchad, le président **Idriss Deby** laisse faire parce qu'il ne veut pas se mettre à dos les pays du Golfe qui pourraient financer et armer des rebelles tchadiens pour déstabiliser son pouvoir (remettre en question son autorité voire sa probité).

Faut-il rappeler que le Tchad a envoyé des troupes au **Yémen** dans le cadre de la guerre menée par l'Arabie contre les rebelles houthis proches de son ennemi iranien.

Ces informations ne sont entendus aussi bien au Quai d'Orsay, à l'Élysée ou à Bercy, où l'on mise au contraire sur les investissements du **Qatar** en Afrique.

Bref encore et toujours les affaires ; **l'affairisme français**.

### P. de 168 à 173

Les français arc-boutés sur l'objectif de renverser **Bachar el-Assad** et soucieux de ne pas contrarier la diplomatie économique **prônée par Laurent Fabius** pour ainsi ne pas s'opposer aux desseins du Qatar et de l'Arabie Saoudite.

Les émissaires du Quai d'Orsay portaient quelques valises d'argent aux rebelles. Lorsqu'il donnait 100, les financiers du Golfe payaient eux 1000. Les financiers du Golfe disaient aux rebelles modérés « Venez avec nous, on vous donnera des armes, à condition que vous appeliez votre groupe d'un nom à consonance islamique et que vous vous laissiez pousser la barbe ».

Certains agent de la DGSE en avait ras-le-bol de ce jeu.

Les réseaux de contre-bande qui aidaient **Daech** en Turquie à écouler son pétrole, mais les fiches jaunes renvoyées à un général cinq étoiles, restaient flous.

Un article de **Marianne** rend compte que **le piège islamique vient du Golfe**.

Les quelques réfractaires à la version officielle française se faisaient rappeler à l'ordre.

Les documents publiés dans **Marianne** pointent du doigt des groupes rebelles devenus des vecteurs d'influence des services de renseignements de l'Arabie et du Qatar.

**Laurent Fabius** restait droit dans ses bottes. **Il ne cessait pas de dire : « on se tape pas assez dur, on ne tape pas assez fort (sur Assad). Et personne, je peux vous le garantir n'osait rien dire autours de lui.** Personne ne voulait compromettre sa carrière. Un jour, des choses ressortiront au sujet de l'engagement français », confit un diplomate.



Vente d'arme sans clause de non-réexportation. Cela concernait des missiles Milan, dont certains se sont retrouvés entre les mains de des rebelles djihadistes.

L'objectif ou la mot d'ordre, était de faire tomber Assad.

Comme disait **Laurent Fabius** : «Ce monsieur ne mérite pas d'être sur terre ». Un encouragement assez clair à aller lui faire la guerre.

L'Arabie, le Qatar et les Français se sont engagés pour avoir la peau de Bachar el-Assad par tous les moyens ; y compris en renforçant les franges djihadistes de la rébellion.

Il y avait dans l'air ce mantra celui de la diplomatie économique qui tenait à cœur Fabius. À long termes, aimait se répéter le ministre, il y aura la Syrie à reconstruire pour faire de l'argent.

Écœuré par cet aveuglement, un cadre de la DGSE démissionna au début de l'année 2014.

### P.175

Avec les immenses richesses pétrolière et gazières, les émirs (monarchies du Golfe) ont depuis des décennies achetés la paix sociale.

Il faut dire que les populations locales sont assurées d'un revenue à vie dans l'administration et les entreprises publiques. Ici, la majorité des gens rêvent surtout de préserver la générosité de l'État-providence, et non de renverser les pouvoirs en place.

**Alain Juppé** avait interpellé l'ambassadeur de France à Riyad, **Bertrand Besancenot**, qui s'interrogeait : « Quand y aura-t-il un printemps arabe en Arabie Saoudite ? ». Réponse du diplomate : « Monsieur le ministre, pourquoi voulez-vous qu'il y ait un printemps au pays de l'été permanent ».

### P.176

Pétrodollars, tribus, et islam cimentent ces sociétés conservatrice, et assurent la stabilité politique et sociale. Mais confrontés à la mondialisation , les Bédouins du Golfe sont aujourd'hui tiraillés entre le respect de leurs traditions ancestrales et une aspiration à la modernité. Résultat, dans la vie quotidienne, le choc culturel est brutal et la schizophrénie guette.

En Arabie Saoudite, la religion (le wahhabisme) n'est pas omniprésente, elle est tout. Depuis des siècles la vie des Saoudiens s'égrène au rythme des cinq prières quotidienne. Pourtant il y a quelques décennies, l'Arabie Saoudite n'était pas le pays rétrograde et intégriste que l'on connaît aujourd'hui.

### P.177

Avec l'arrivée de l'ayatollah **Khomeini** au pouvoir en Iran, le diable perse et chiite sortit de sa boîte, promettant d'exporter sa révolution dans toute la région, et notamment ... chez le voisin saoudien qui abrite une minorité chiite concentrée dans l'Est, là même où se trouvent les puits de pétrole.

Pour affermir une légitimité religieuse contestée, les rois saoudiens se sont attribués le titre de « gardiens des deux lieux saints » de l'islam, en l'occurrence, la Mecque et Médine, deux villes interdites aux non-musulmans.



### P.178

Contrairement aux autres monarchies du Golfe, l'Église catholique est clandestine en Arabie Saoudite.

### P.179

Une milice islamique est créée dans les années 1980. Elle est la gardienne de l'orthodoxie wahhabite. Rassemblés dans le Comité pour la prévention du vice et la propagation de la vertu (une vertu qui épouse le culte de l'idéologie wahhabite). Ces soldats de la « foi », les **moultawa'in**, sont chargés de faire respecter dans la vie de tous les jours les principes d'un islam ultra-rigorisiste.

Répartie dans plus de 450 casernes, ils sont environ 4 000 membres, issus les plus souvent des classes défavorisées. Vêtus d'une tunique blanche plus courte que d'usage pour mieux courir, ils sont facilement reconnaissables avec leur barbe bien fournie et leur tête couverte d'un keffieh non cerclé par l'agal traditionnel. Quand on les croise, ils arborent une mine soupçonneuse et agressive.

Un service « d'ordre » qui s'assurent que personnes n'entrent dans un commerce durant les heures de la prière (wahhabite. Pour renforcer le mouvement qui a « réussi » concrètement à mettre la main sur eux ... leur être, énergie et ainsi sur leur temps ou manière de voir le monde, à faire les choses ; ils s'agit de leur présence d'esprit).

### P.181

Les femmes sont les cibles privilégiées de la police religieuse, très pointilleuse sur leur apparences extérieure. Un voile mal ajusté ou une tenue jugée « indécente » (le mot indécence n'est pas une insulte mais un état de fait) peut valoir des vociférations haineuses, que vous soyez saoudienne ou étrangère. Sous le règne d'Abdallah (1995-2005), les excès des **moultawa'in** leur ont valu de sévères mises en garde du monarque qui a bridé leurs prérogatives et interrompu le recrutement de volontaire (qui s'avéraient sadique).

Au début du règne de Salman, les **moultawa'in** ont voulu tester le nouveau souverain, qui les a vite recadrés. Leurs dérapages, quand ils sont filmés, sont désormais diffusés sur internet.

En 2016, le chef des **moultawa'in** de Riyad a été limogé, et le palais leur interdisait de mener des raids dans des lieux privés. Le vice-prince héritier, **Mohamed bin Salman**, aurait versé une forte somme d'argent aux responsables de la police religieuse pour calmer les ardeurs de ses troupes.

### P.182-183

L'Arabie Saoudite ne possède pas de code pénal. La justice y est rendue à coups de sabre, conformément à une interprétation littéral de la charia, la loi islamique. Après la Chine et l'Iran, le royaume wahhabite est le pays qui exécute le plus au monde, la plupart du temps par décapitation.

En 2015, le record a été battu, avec 153 mises à mort, un chiffre inégalé depuis vingt ans. Manquant de bras pour accomplir cette tâche macabre, les autorités saoudiennes ont même eu recours aux petites annonces pour recruter huit nouveaux bourreaux.

Terrorisme, meurtre, viol, vol à main armé et trafic de drogue sont passibles de la peine capitale, mais aussi l'apostasie, la sorcellerie ou l'adultère (interdire ne rend pas les gens meilleurs. Névrosé à la rigueur du fait d'être nerveux à l'idée que ça puisse leur arriver ; de là à ce que le corps soit nié. Entre névrose et laisser aller, pour passer au final à côté de l'essentiel ou d'eux-mêmes. Tout ça pour maintenir l'idée de l'ordre, c'est à dire l'idée d'un avenir meilleur et en réalité des gens serviles, névrosés ou alors hypocrites voire sans gênes).

La plupart du temps, les procès sont organisés dans le plus grand secret. Les accusés bénéficient



rarement de l'assistance d'un avocat, et d'un traducteur lorsqu'ils sont étrangers. Dans ce huis clos, les autorités saoudiennes en profitent à l'occasion pour liquider physiquement les opposants. Pour les vols mineurs, on coupe la main droite, mais le juge peut ordonner une amputation croisée de la main droite et du pied gauche.

Des séances de décapitations publiques servent à frapper les esprits, pour dissuader les futurs criminels (et/ou opposants). Les familles apprennent généralement la mort de leur proche dans les journaux, une fois la sentence exécutée.

Les séances de flagellation font aussi partie de l'arsenal répressif de la justice saoudienne.

Condamné à mort pour apostasie (rejet de l'idéologie dominante), le blogueur **Raïf Badawi** a vu sa peine commuée à dix ans de prison, 1000 coups de fouet et 1 million de riyals d'amende (environ 250 000 euros ; Un NON qui coûte cher au pays de la « vertu »). Son crime est d'avoir tenté, comme il l'écrit, d'abattre les murs d'ignorance, d'effriter l'inviolabilité du clergé (l'impossibilité de remettre en question ce qui ressort en « bien » ou ce qui fait cet effet là, sur les gens) et essayer de promouvoir un embryon d'opposition et le respect de la liberté d'expression.

### P. de 184 à 189

3 palais sous terre au Koweït ont été construit pour que les autorités puissent se protéger des dangers. Le premier est capable de résister à une attaque chimique. Le second à une guerre bactériologique, et le troisième à une gazage chimique. Enterrés à 15 mètres sous terre dans la périphérie de Riyad et d'une superficie de 6000 mètres carrés chacun. Les trois palais ont été recouvert d'une dalle en béton avec un toit en gazon. De l'extérieur on distingue rien.

Il a fallu deux ans pour les terminer. Plus de 1000 ouvriers ont travaillé sur les trois chantiers. Ils ont été décorés avec un luxe inouï, avec des plafonds dorés à l'or fin. Le roi Fahd ne voulait que du mobilier Louis XVI, de la porcelaine de Limoges et du cristal de Baccarat. On ne savait jamais combien coûtait ce type de palais, car dès qu'il y avait des travaux supplémentaires non prévus au départ, les devis étaient multiplié par 3 ou 4. Le roi Fahd n'y a jamais mis les pieds (il attend le bon moment).

Le lieu le plus stratégique de la cour saoudienne est le maktab al-diwan al-maliki, le bureau particulier du roi. Son chef de cabinet est l'un des hommes les plus puissants du royaume. Grand vizir des temps modernes, il filtre les accès au monarque et gère ses rendez-vous. La cour saoudienne est un univers secret régi par des coutumes ancestrales.

Le cérémonial des baisers :

- Le baiser dans le creux de l'épaule signifie la soumission.
- Le triple baisers sur le nez est un signe de parenté et d'égalité de rang.
- Le baiser sur le front indique le respect que l'on porte à son aimé.

Dès sa naissance, un bébé al-Saoud échappe à sa condition du commun des mortels (le temps d'une vie ; la belle affaire. À ce jeu ils en perdent bien plus qu'ils n'auront jamais). Tout au long de sa vie, il accumulera les privilèges. Chaque membre de la famille royale saoudienne touche une allocation mensuelle, distribuée par l'administration des décisions et des règles du ministère des Finances. En moyenne leur émoluments tournent annuellement autour de 100 000 dollars. Mais peuvent atteindre 270 000 dollars pour les plus importants, et s'élever à moins de 1000 dollars pour les membres de branches éloignés.

Un télégramme diplomatique révélé par Wikileaks, rendait compte que l'allocation des princes représentaient 5% du budget de l'État saoudien, soit la coquette somme de 4 milliards de dollars. Depuis l'arrivée sur le trône du roi **Salman en 2015**, les rentes mensuelles auraient subi un coup de rabot. La chute des cours du pétrole est sans doute passée par là.

Les princes ont un seul but dans la vie : faire le plus d'enfants possible, afin de gagner le maximum d'argent et d'élargir leur lignée. Quand il se marie, l'émir touche un bonus. Il dispose d'une carte



spéciale lui donnant accès gratuitement aux soins à l'étranger. Dans chaque ambassade saoudienne, il existe un bureau médical qui gère leur hospitalisation de A à Z et règle la facture.

L'allocation des princes représente qu'une toute petite partie de ce qu'ils perçoivent réellement. Comme ils se considèrent comme étant les propriétaires légitime de l'Arabie qui porte leur nom (ils veillent au grain!), il est naturel pour eux d'exploiter toutes ses ressources (ça leur appartient). Les cinq ou six membres les plus importants de la famille royale engrangent quotidiennement les revenus d'un million de barils de brut sur les neuf à dix millions de barils par jours de la production nationale. On leur distribue des terres qu'ils revendent à prix d'or pour des projets immobiliers.

Au quotidien, les princes ne paient pas de factures d'électricité, d'eau ou de téléphone. Les billets d'avion sur Saudia Airlines sont gratuits. Quand ils voyagent, c'est le Palais qui règle leurs chambres d'hôtel dans les palaces du monde entier. Chez les princes saoudien , il n'y a pas de petits profits.

Dans leur diwan, les princes font aussi du négoce en monnayant leur influence pour faire avancer les contrats.

(...) Le prince **Walid Ben Talal** a le regard en permanence rivé sur l'écran de son téléphone portable sur lequel il suit l'évolution du cours de Bourse. Il avait été contrarié lorsqu'il avait été rétrogradé de la 16è à la 26è place des hommes les plus riches du monde répertoriés par le magazine Forbes. Dans sa résidence du désert, des dizaines d'écrans de télévision sont branchés sur CNBC, la chaîne des cours de la Bourse.

Une armée d'attachées de presse, parfois vêtues de mini-jupes, s'active dans ses bureaux de la Kingdom Tower, la plus haute tour de Riyad, pour promouvoir son image. Le prince **Walid** aime l'argent et la publicité note un ambassadeur occidental à Riyad. Il adore se faire remettre des décorations. Un jour c'est le Bangladesh, le lendemain c'est un autre pays.

Pour assurer leur train de vie fastueux, certains princes organisent la contrebande d'alcool et tiennent le marché noir dans le royaume. Ils utilisent leur jet privé équipés de doubles planchers. Aucun douanier saoudien ne s'aviserait de les contrôler quand ils reviennent de l'étranger.

## P.190-191

On est à mille lieues de la morale religieuse imposée pour le commun des mortels dans le royaume. En fait les princes saoudiens ne sont pas wahhabites. Sur le plan des mœurs, à la différence de l'Iran où la société civile est en avance sur le pouvoir théocratique, c'est l'inverse en Arabie Saoudite. La famille royale d'Arabie est plus progressiste que la société, encore très traditionnelle et conservatrice.

Dans les soirées mondaines en Arabie, comme en Iran d'ailleurs, l'alcool coule à flots malgré l'affichage religieux du pouvoir. Les princes font attention de ne pas être vus en train de boire en public, explique cependant un diplomate français. C'est à Riyad et à Djeddah que l'on trouve les plus grande caves de grands vins de Bordeaux et de Whisky.

Dans l'enceinte de leur palais, les princes se lâchent. Ils organisent des soirées style « sexe, drogue et rock'n'roll ».

Les fiches de douanes dans les aéroports saoudiens indiquent que toute personne interpellée avec de la drogue est passible de la peine de mort. Ce qui n'empêche pas les princes du royaume d'être de véritables trafiquants.

Le **Captagon**, une drogue utilisée par les djihadistes lorsqu'ils commettent des attentats-suicides.





### P.192-193

En Arabie Saoudite, les autorités sont impitoyables quand un ressortissant étranger est contrôlé par la police avec de l'alcool dans son coffre de voiture. Le « justice » saoudienne prévoit cinq à dix ans de prison pour la détention de plus de 24 bouteilles d'alcool (notion de contrebande) et de un à trois ans pour moins de 24 bouteilles (notion de simple consommation).

Un Britannique âgé de 74 ans, a été arrêté en 2014 à Djeddah car il transportait des bouteilles de vin dans le coffre de sa voiture. Il a été condamné à une peine de 350 coups de fouet pour possession d'alcool artisanal.

L'Arabie Saoudite est un pays de frustration et d'interdits. L'hypocrisie règne en maître. Tout est affaire de dissimulation pour ceux qui veulent échapper au carcan wahhabite. Pour se défouler les Saoudiens passent leur week-end au Émirat arabes unis et au Bahreïn où la consommation d'alcool est autorisée dans les bars, les restaurants et les hôtels. Les Saoudiens ont juste à franchir le pont qui relie l'Arabie à Bahreïn (le Johnny-Walker-Bridge) ; environ 35 Saoudiens ivres morts sont emmenés au poste chaque semaine.

### P.193

**Tamier**, l'émir du Qatar se fournit pour ses fusils de chasse, chez l'armurier britannique Holland&Holland (prix de la carabine de base, sans « options » : 100 000 euros).

Des émirs qui aiment chasser à l'étranger (Tunisie, Kazakhstan ... où ils affrètent par exemple des avions russes de type Antonov pour charger leurs 4x4 et leur matériel de bivouac).

### P.195-196

Le Hezbollah libanais (chiite) demandant la libération de plusieurs de leurs cadres, détenus par Daech et le Front-al-Nosra (sunnite ; le wahhabisme gravitant autour de la même sphère, le sunnisme).

Après la saison de la chasse vient celle de la période estivale. Fuyant la chaleur assommante du Golfe qui dépasse les 50° à l'ombre, les émirs accomplissent chaque année leur transhumance vers des lieux plus cléments, en Europe et aux États-Unis. Des avions-cargos sont spécialement affrétés pour transporter leurs Porsche, Ferrari, et autres Maserati. Les princes ont tous des pied-à-terre à Londres, Paris, Genève ou sur la Côte d'Azur.

Chaque membre de la délégation disposait d'un per diem de 10 000 dollars par jour ; leur argent de poche pour faire les emplettes.

### P.197

La famille régnante des Émirats arabes unis préfère l'air pur du lac Léman et de la Suisse.

Les émirs koweïtiens préfèrent eux, se regrouper de Divonne-les-Bains, où les al-Sabbah possèdent des propriétés.

Le roi du Bahreïn, **Hamed ben Issa Al Khalifa** s'offre château en Seine-et-Marne, un hôtel dans le 7ème arrondissement de Paris alors qu'une majorité de son peuple survit au quotidien.

### P.198-199

Si Londres a les faveurs des Émiriens et des Koweïtiens en matière d'investissement immobilier Paris reste la capitale préférée des Saoudiens et des Qatariens.

Le surface minimale qu'ils exigent est de 600 mètres carrés.

L'obsession aujourd'hui des princes du Golfe, est de sécuriser leur patrimoine. Ils demandent tous : « Comment faire pour protéger mon argent ? ».



Pour assurer la discrétion de leurs investissements immobiliers, les princes du Golfe utilisent des montages le plus opaques possible. Pour acheter un bien en France, ils montent une S.C.I au nom d'une société luxembourgeoise ou belge qui financera l'acquisition via une fiduciaire à Jersey, qui sera ensuite dissimulée sous trois ou quatre étages de sociétés off shore pour camoufler le tout. L'opération est financée par un emprunt gagé par le même montant qu'ils ont en dépôt dans une banque suisse.

### P.200-201

Pendant que les princes et les VIP s'amuse et dépense sans compter, la jeunesse saoudienne s'ennuie chez elle. Corsetés par une multitude d'interdits religieux et de règles sociales, les jeunes étouffent. Les loisirs et les distractions sont rares au pays d'Allah. Cinéma, théâtre et concerts de musique restent prohibés (remplacé par le bourrage de crâne ou l'idéologie dominante wahhabite qui envahie la sphère privée. Un peu d'ailleurs comme la finance et les multinationales qui ont pris le pouvoir, ce droit en occident).

L'univers mental saoudien est schizophrénique. Il y a une tension entre modernité (la population est la plus connectée du monde ; Twitter, YouTube ...) et tradition réduite à l'idéologie dominante, à savoir le wahhabisme). Il y a une ambivalence entre ouverture et fermeture.

Il existe en Arabie, **un pacte de 1744** qui permet à l'institution religieuse (réduite au wahhabisme) d'exercer une emprise sur la société saoudienne. Et selon les experts du royaume, les choses ne sont pas prêtes de changer.

Le roi **Salman**, âgé de 80 ans.

### P.204

La patriarcale à la tête de chacun de ses clans (foire d'empoigne pour succéder Abdallah. Une foire remportée par **Salman** en 2015).

En Arabie il y a un subtil jeu d'équilibre militaire et tribal qui permet de neutraliser les luttes internes. Par le biais de la Garde nationale et des tribus, le régime assure sa protection ainsi que des installations pétrolières.

### P.208

Aux commandes de la région pétrolifère et du ministre de l'Intérieur, le **clan Nayef** semble plus puissant que jamais.

### P.209

Au moment de la succession d'**Abdallah** en 2015, les autres princes ont été écartés lorsque le choix c'est fixé sur **Salman** ; y compris les rares demi-frères d'Abdallah (Mouqrin et Ahmed) qui auraient pu prétendre au pouvoir. Leur éviction a été tout de même chèrement monnayée. **Les onze princes écartés de la course au trône ont reçu chacun entre 1 et 2 milliard de dollars** (Mouqrin, 2 milliards de dollars).

### P.210

Les princes disparaissent du gouvernement. Mais d'autres membres de la famille régnante restent gouverneurs des provinces, afin de maintenir un équilibre entre les différentes branches Saoud.

Quant aux ministres, la plupart sont maintenant des technocrates choisis pour leurs compétences, souvent des hommes d'affaires.



Si Abdallah était un réformiste, **Salman** est plus attentiste surtout sur le plan social. C'est vraiment le gouverneur de Riyad, le représentant des **habitants du Najd, berceau de la famille Saoud**. Et le gestionnaire est à 07h30 du matin à son bureau pour surveiller la situation (du régime qui repose sur l'idéologie wahhabite).

### P.211

**Salman** est à la tête du royaume depuis deux ans (à compter de 2015). Il laisse son fils **Mohamed bin Salman** moderniser l'économie. Tout en avançant à pas comptés en matière sociale. « **On ira aussi loin que la population l'accepte** » ; c'est son principe directeur analyse un diplomate ».

**Salman** affiche deux priorités :

- La **préservation du contrat social**
- Le **maintient d'un minimum d'homogénéité au sein d'une famille régnante** secouée par la transition (c'est le pouvoir ; l'avenir des Saoud qui est en jeu).

### P.212

Un diplomate donne sa vision au sujet des pays arabes. Pour lui il n'y a pas de véritable culture démocratique. **Les élites ont ainsi monopolisé le pouvoir et puis un jour ils ont commencé à avoir l'idée de rendre héréditaire leur pouvoir** (en pleine contradiction avec le texte et la pratique. Les pays coloniaux ayant laissé constitution, parlement et élection. Tout en considérant que la famille Saoud n'aurait pas pu accéder au trône sans l'aide complice des USA (et/ou corporation). Se battre contre les américains, c'est donc en sommes ... se battre contre la famille Saoud).

### P.213

**Mohammed bin Nayef** est avant tout le patron de l'anti-terrorisme saoudien, celui qui **sauva la famille Saoud des attaques répétées d'al-Qaïda** durant les années de sang entre 2003 et 2006.

### P.214

En 2003-2004, alors que **de nombreux Saoudiens partaient en Irak combattre l'occupation américaine**, la police était infiltrée par les partisans d'al-Qaïda. Chaque fois que les autorités planifiaient une opération anti-terroriste, comme il y avait **10% de policiers infiltrés par al-Qaïda**, la plupart de leurs actions échouaient car elles étaient éventées. **Les Najdiens étant les plus fidèles aux Saoud.**

Une guerre des idées fut lancée contre tous ceux qui se laissaient séduire par les thèses djihadistes. **De l'argent fut versé aux ex-djihadistes pour trouver un travail, un logement, une femme.**

### P.217

**L'instrumentalisation des militants djihadistes, chère à Bandar**, a montré ses limites. Le **GID** (les services secrets saoudiens) **n'a eu qu'un contrôle limité sur les groupes rebelles qu'il finançait.** Autrement dit, **Bandar** ne contrôlait pas grand monde, une fois l'argent distribué en Syrie. (...) le départ des combattants saoudiens vers la Syrie (pour soutenir les « rebelles » syriens).

### P.221

Sitôt en fonction, **Mohammed bin Salman** prit la décision fin mars 2015 de lancer une offensive militaire contre les rebelles houthis au **Yemen** soutenu par l'ennemi iranien. Il était



même prêt à envoyer des troupes au sol : une première en Arabie, d'ordinaire prudente, et calculatrice. Ni les alliés pakistanais et égyptiens n'acceptèrent d'envoyer des soldats. L'Arabie (c'est à dire la personne qui est à sa tête) a dû finalement accepter de négocier avec les rebelles. Les USA n'avait pas été mis au courant.

Le jeune **Mohammed bin Salman** voulut sans doute se venger du refus américain de frapper Assad en 2013 en Syrie ... ce n'était pas le bon moment ; il faut que ça leur profite. Les USA ne représentent qu'eux sur la scène internationale. Ils tiennent à une vision unipolaire (à commander et/ou à décider pour les autres).

### P.222

En janvier 2016, **Mohammed bin Salman** annonça la création d'une grande coalition islamique anti-Daech rassemblant 34 pays. Il s'agissait en fait d'une coalition sunnite anti-iranienne (...). Or chacun sait que les États-Unis n'enverront pas en Syrie des milliers d'homme comme l'espèrent les Saoudiens. Non parce que ce serait injuste mais parce qu'au final ça ne servira pas leur intérêt. Les USA défendent et tiennent à une vision du monde unipolaire.

(...) s'il n'avait pas réagi, l'Arabie risquait de s'endormir et peut-être de sombrer (sans régler la question du wahhabisme qui est l'idéologie du royaume saoudite ; il y a maintenant deux siècles).

### P.225

**Mohammed bin Salman** aurait découvert que la campagne médiatique sur la maladie d'alzheimer de son père avait été un coup monté de toutes pièces par l'ancien chef du diwan **Khaled Tuwajri** et le prince **Mitaeb**. Des enregistrements de conversation auraient été retrouvés, prouvant que des journalistes avaient été achetés pour salir la réputation du monarque. Au-delà la question se pose : quelle est la capacité de nuisance de tous les recalés ? Ceux-ci ont-ils les moyens de prendre leur revanche sur un jeune prince débordant d'ambition ?

### P.226

Au moment de la guerre au Yémen, **Walid bin Talal** a proposé d'offrir une Bentley à chacun des pilotes des avions de combat saoudiens engagé contre les rebelles houthis. **Mohamed bin Nayef** l'a appelé pour lui signifier qu'il n'en était pas question, qu'ils étaient des soldats du royaume, pas des mercenaires.

### P.227

L'Arabie est un pays légitimiste qui aime bien la figure du zaïm ; du chef à poigne. Maintenant la question est si **Mohammed bin Salman** réussira-t-il ou non à s'imposer. S'il y parvient, il accroît ses chances de devenir roi à termes, sinon il sera écarté.

1er pays exportateur mondial de pétrole, l'Arabie Saoudite est le pays de l'or noir par excellence.

Son développement économique et social s'est bâti autour de la richesse pétrolière. C'est une mono-industrie qui génère plus de 90% des recettes de l'État, et grâce à cette manne, l'immense majorité des Saoudiens sont des fonctionnaires.

### P.228

En 2015, les recettes pétrolières ont chuté de 23% et les recettes totales de 41,8% tandis que le gouvernement maintenait un niveau élevé de dépenses. En accédant au pouvoir, **Salman** a fait un généreux cadeaux aux fonctionnaires (de 80% à 90% de la population active) et aux militaires : l'équivalent de 22 milliards d'euros.

Quelques mois plus tard, son jeune fils lançait une dispendieuse guerre au Yémen, dont le coût est



évalué entre 1 à 3 milliard de dollars chaque mois.

La Défense représente 25% du budget total dans un pays qui se sent menacé de toutes parts. Mais en raison de la chute du baril et du recul du cours du dollar indexé sur le riyal, l'addition risque d'être salée.

### P.229

L'État entre les mains des saoudiens prends des mesures politiquement sensible sur le plan sociale (humain à savoir le confort personnel ; une redistribution du « haut » vers le « bas »). Sensible puisque ces mesures auront une conséquence sur les subventions au sujet de l'eau, de l'électricité et des produits pétroliers sur une période de 5 ans et que le pouvoir (ce qui est au centre) a toujours maintenu les prix de ces produits à un bas niveau pour préserver la paix sociale (afin de pouvoir profiter de la vue, en paix). Ce qui est au centre y va à tatillon pour ne pas mettre en péril le pacte social ou briser le lien entre ce qui est en « haut » et ce qui rester « bas » (sans s'agiter ; il est question de maîtriser la « température ». Ils doivent rester en « bas » ou autours pour faire contraste avec ce qui doivent faire encore impression (rester « éclatant », « immaculé » sinon ça ne « marche » plus (le régime s'effondrerait).

Les gens vont maintenant recevoir une facture d'eau, d'électricité et ça va faire mal, avertit un expatrié. Ils reviennent ainsi d'une façon ou d'une autre sur le pacte sociale (ils remettent en question leur propre existence, ordre). Les gens d'en « bas » en baveront tandis que ceux d'en « haut » feront le nécessaire pour que ça ne les affecte pas (tout en se défendant d'être « responsable », en « charge » ou « modèle »).

### P. de 231 à 233

Une mini-révolution, qui entraînera notamment une plus grande transparence dans la gestion du mastodonte pétrolier qu'est devenu l'Aramco.

Chaque année, 300 000 jeunes débarquent sur le marché du travail. Plus de 30% des jeunes Saoudiens sont au chômage. Ces chiffres sont une véritable bombe démographique.

Un pays où les jeunes veulent être fonctionnaires comme leurs pères. Les Saoudiens sont des commerçants, des nomades qui n'ont jamais vraiment eu l'habitude de travailler et sur lesquels la malédiction de la manne pétrolière est tombée dès les années 1950 à la création de l'Arabie moderne.

« J'ai trois domestiques philippines, reconnaît ainsi un ancien fonctionnaire saoudien, pourquoi ce travail ne pourrait pas être effectué par des Saoudiennes (c'est bien là une mentalité de haut fonctionnaire ! Il n'a pas qu'à le faire son ménage. Il se croit tellement indispensable que pour il y ait réellement des tâches qui ne les concernent plus. Dans leur esprit, il y a réellement des gens faits pour ça. Ceux là même qui leur permet ainsi d'avoir du « mérite », d'être « monté » et/ou de la « chance » ; d'écrire l'histoire).

Pour son élan de modernisation, **Mohammed bin Salman** (MBS) a recruté des experts de cabinet de conseils tels que Mac Kinsey et même le français **Jacques Attali** (un juif algérien au pays de Saoud).

La priorité de MBS est de séduire Washington, d'être crédible là-bas (le propre d'un fonctionnaire qui suit le mouvement afin de pouvoir continuer à profiter de la vue ou à rêver sa vie).

**Mohamed bin Salman** veut que les Américains se disent qu'il peut être un successeur crédible à son père (l'Arabie Saoudite qui s'est construite sur l'idéologie wahhabite pour être encore là « demain » ... croire en ses chances de succès!).



Il y a un combat entre le matériel et le spirituel sans que rien de bon en ressorte au final. Il n'y aura pas réellement de révolution de prise de conscience. Il y a aura ainsi une lutte entre les fous de religion et ceux qui ne croient pas en ça (pour avoir raison du monde ou mettre de l'ordre dans ce qu'ils ont le sentiment que ça est le monde, pour que ça leur reviennent ; qu'ils soient en droit).

### P.234

Le succès de cette transition dépendra de sa capacité à gérer ce tournant stratégique sans générer de contrecoup sociaux. L'objectif reste le trône ou d'avoir encore le droit (que les gens le légitiment ça, le leur permettent ça de pouvoir encore trôner).

### P.236-237

Plusieurs passages du Coran vont dans le sens d'une supériorité masculine. Des sourates du Coran reconnaissent entre autres que « les hommes sont les tuteurs des femmes (...) celles dont vous craignez l'indocilité, admonestez-les ». Ça revient à la relation stérile et puérile entre ce qui est en « haut » (doit être adoré) vis à vis de ce qui est en « bas » (ce qui doit être dressé s'il n'adore plus).

Jusqu'à très récemment, quand une Saoudienne voyageait à l'étranger, au moment où elle passait la douane à l'aéroport, un SMS était systématiquement envoyé sur le portable de son tuteur pour l'avertir qu'elle quittait le royaume. Depuis l'été 2015, elle peut désormais voyager sans l'autorisation de son mahram (c'est bon pour la mixité, celle voulue par la mondialisation ou les puissances d'argent pour qu'il n'y ait plus de différence c'est à dire de frein à leur expansion ; besoin de se sentir puissant, sans limites ... « divin »).

Jusqu'en 2007, les Saoudiennes n'avaient aucune existence juridique administrative propre. Leur nom figurait sur les papiers de leur tuteur. Depuis, elles ont leur carte d'identité.

### P.238

Ici la tradition veut qu'une Saoudienne ne se promène pas toute seule dans la rue. Elle doit être accompagnée. Cette fêrûle du mahram a conduit dans un passé à des drames. Ainsi, en 2002, un incendie dans une école à La Mecque avait provoqué un énorme émoi dans le royaume. Bloquant l'accès au pompiers, la police religieuse avait interdit aux écolières de sortir dévoilées du brasier en l'absence de leur tuteurs masculins. Quinze écolières mortes brûlées vives.

Le mahram est chargé de contrôler la conduite morale de son épouse ou des filles de la famille. Et si l'une d'elles s'écarte des règles, notamment en ce qui concerne la chasteté, ou s'il la soupçonne de quelque comportement indécent, il aura échoué dans son rôle de protection, et du fait il aura humilié le reste du clan et de la tribu. Dans les cas extrêmes, des jeunes femmes sont ainsi périodiquement assassinées afin de laver l'honneur de la famille. Pour ce type de crime, la justice se montre particulièrement clémente envers le meurtrier.

En Arabie Saoudite, les futurs époux ne se connaissent pratiquement pas avant le mariage.

### P.239

Il faut savoir qu'en Arabie Saoudite, les hommes ont la garde des enfants à partir sept ans. C'est pourquoi certaines Saoudiennes retardent la naissance d'enfants pour être sûres qu'elles veulent rester avec le mari.

### P.245-246

L'Arabie Saoudite reste le dernier pays de la planète où les femmes n'ont toujours pas le droit de





**conduire**. En Afghanistan et même dans les territoires contrôlés par **Daech**, elles prennent le volant. Sans parler de leurs voisines **koweïtiennes**, **qatariennes** ou **émiriennes**, qui elles aussi, conduisent toutes.

En Arabie Saoudite, cette interdiction de conduire pour les femmes, remonte à un décret promulgué en 1957 par le roi **Séoud bin Abdelaziz** (1953-1964) sous l'influence des milieux traditionalistes et religieux. La décision a été confirmée par une fatwa des oulémas.

Le débat a refait surface durant la guerre du Golfe. Le 10 11 1990, profitant de la présence de soldates qui conduisaient, une cinquantaine de Saoudiennes défièrent les autorités et les mouttaw'in (la police religieuse) en prenant le volant dans les rues de Riyad. Elles furent arrêtées. Leurs tuteurs durent signer une décharge selon laquelle elles renonçaient à conduire. Celles qui travaillaient dans l'administration publique furent chassées de leurs postes sans autre forme de procès.

À Riyad en 2011, un expatrié conduisait avec son épouse à côté de lui. Il s'est arrêté en double file pour acheter ses cigarettes dans une supérette. Alors qu'il était à l'intérieur, une ambulance toute sirène hurlante déboula dans la rue. Sa femme, croyant bien faire, prit le volant pour déplacer la voiture que gênait. Mal lui en a pris ! La police religieuse intervint aussitôt. Le couple fut expulsé d'Arabie Saoudite.

Le grand mufti est la plus haute instance religieuse du royaume. Il édicte des fatwa.

## P.250

*La mixité interdite dans l'espace public*

En Arabie Saoudite, la stricte ségrégation des genres dans l'espace public reste une ligne rouge qui n'existe pas dans les autres monarchies du Golfe.

L'obstacle majeur au travail des Saoudiennes a toujours été qu'elles ne doivent en aucun cas entrer en contact avec des hommes qui ne soient pas de leur parenté. Au risque, semblerait-il, si ce tabou était brisé, de provoquer une déflagration sexuelle immédiate et incontrôlable, soit que les hommes se jetteraient sur elles sans préavis, soit qu'elles les aguicheraient de façon éhontée.

Certes les Saoudiennes peuvent devenir avocates ou architectes, mais dans la pratique, à de rares exceptions, elles ne pourront pas exercer leur métier, c'est à dire plaider au barreau ou diriger un projet de construction sur un terrain.

## P.253

Les Saoudiennes peuvent aussi maintenant tenir de petites épiceries. Elles ont également été autorisées à travailler dans des magasins de téléphonie mobile. Ou bien sûr il faudra une zone pour les hommes et une zone pour les femmes (ségrégation en fonction du genre. L'homme est « au-dessus » de la femme).

## P.254

Comme toute les femmes au monde, les Saoudiennes veulent gagner de l'argent pour consommer et acquérir leur autonomie financière (C'est ça leur motivation ! Amour).

Échapper à la tutelle des hommes et reprendre possession de leur corps (gagner de l'argent afin de pouvoir consommer ou acheter ce qui leur fait plaisir ; être égoïste ou très, très attaché à leur personne, liberté. Je ne sais pas si le monde sera meilleur pour autant. Ce seront seulement des consommatrices pour permettre à la mondialisation d'être le devenir du monde, tout bêtement. Tout en étant sûr de se battre pour leur émancipation ou « liberté ». Elles ne réalisent pas dans quel monde, leurs sentiments évoluent, gravitent).



## P.258

Aux **Émirats arabes unis**, cinq femmes siègent comme ministres au sein du cabinet fédéral, un des ratios les plus élevés du monde arabe sans occuper pour autant de poste régalien (chasse gardée des princes de la famille régnante).

## P. de 260 à 263

L'ancien émir du Qatar **Hamad**, a pris sa retraite, après avoir épaulé son fils pendant la première année de son règne. Il gère sa fortune et occupe son temps libre en faisant des affaires. Il a acheté le **Café de la Paix**, à Paris, sur son argent de poche. **Cheikha Moza** a quasiment complètement disparu du paysage qatarien. Avec son fils **Tamim**, les relations ont toujours été compliquées, analyse un diplomate.

Quant à **Hamad bin Jassem**, le troisième compère du « trio » il passe le plus clair de son temps à Londres d'où il dirige son empire financier.

Il ne faut pas oublier que l'émir du Qatar n'est que le « primus inter pares », le chef du clan le plus puissant. Et à ce titre il doit veiller à l'équilibre interne entre tribus.

## P.267

Le Qatar payait son soutien inconditionnel aux **Frères musulmans** pendant les révolutions arabes, notamment en Égypte. Une hérésie politique pour **les monarchies du Golfe, qui ne portent pas la confrérie dans leur cœur**. Novice au pouvoir, **Tamim** (Qatar) ne pouvait continuer dans la voie de son père, fervent supporter des **Frères musulmans**.

Cheikh **Hamad** reste toujours aussi convaincu que les islamistes sont l'avenir du monde arabe, parce qu'ils représentent une sensibilité incontournable. Quand des gens lui disent que le chemin qu'ils ont pris a mené à une impasse, il répond en bougonnant : « Oui, c'est vrai pour le moment, mais ça ne va pas forcément durer ».

## P.268

Depuis les années 1960, l'idéologie des **Frères musulmans** constitue l'ADN de la famille régnante des al-Thani. Le cheikh égyptien **Youssef al-Qaradaoui**, icône audio-visuelle des **Frères musulmans** sur **Al-Jazeera**, est le père spirituel de l'ex-émir Cheikh Hamad, et **Tamin** a été nourri de ses prêches et de ses fatwas lorsqu'il officiait à la mosquée **Al-Khalifa**.

À près de 90 ans, il reste actif et influent dans l'émirat et dans le monde islamique, à la tête de l'Union internationale des oulémas.

Face à la pression de ses pairs des monarchies du Golfe, **Tamim** a dû s'incliner et prendre quelques distances avec les **Frères musulmans**, en expulsant en septembre 2014 vers la Turquie sept membres égyptiens de la confrérie.

## P.269

**Tamim** s'est trouvé un nouvel ami en la personne du président turc, **Recip Tayep Erdogan**.

L'émir **Tamin** a noué une alliance stratégique avec les **Frères musulmans** au pouvoir en Turquie.

Le Qatar et la Turquie ont signé en 2014 un accord de défense, qui comprend l'établissement d'une base turque dans l'émirat et des entraînements communs entre les deux armées. Pour soutenir l'économie turque, la Qatar National Bank (QNB) a injecté 2,7 milliards d'euros en 2013 dans la cinquième banque privée turque.

Alors que son père pouvait jouer les trublions, **Tamin** n'est pas un aventurier. Le jeune émir a abandonné la projection de puissance tous azimuts. Il s'est sagement replacé sous l'aile de l'Arabie



Saoudite (la consigne a d'ailleurs été passé : plus question de critiquer le grand voisin saoudien).

### P. de 270 à 272

C'est une chose d'avoir des sympathies idéologiques avec la Turquie ou avec le Hamas palestiniens, mais **Tamim** a aussi bien compris que, pour durer au pouvoir, la seule chose qui comptait vraiment était sa relation avec les États-Unis. La priorité de l'émir **Tamim** est donc de s'attirer les bonnes grâces de Washington. Il a d'ailleurs décidé d'investir 35 milliards de dollars aux États-Unis au cours des 5 prochaines années, via **Qatar Investment Authority (QIA)**, le fonds souverain de l'émirat. Compte-tenu de l'extrême tension qui règne au Moyen-Orient, mieux vaut renouveler sa police d'assurance avec Washington. **Tamim** n'oublie pas que la plus grande base américaine américaine, Al-Oudeid, qui couvre les théâtres afghan, irakien et syrien, est installée dans l'émirat.

L'émir **Tamim** a répondu aux sollicitations du grand frère saoudien et envoyer au Yémen des troupes combattre les rebelles houthis.

Au Qatar, il n'existe aucun moyen d'exprimer une critique publique. Les médias sont aux ordres et relaient la bonne parole du Palais.

Pour un officiel haut placé, le Qatar va droit dans le mur. « Notre modèle mène à l'impasse, c'est un train à grande vitesse qu'il n'est pas facile d'arrêter ». Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un pays se construit sans aucune ressource en eau, avec une population quasiment inexistante et avec l'obligation d'importer toute sa nourriture.

« Nous avons voulu copier un modèle de développement qui nous a été fourni clés en main par les grands cabinets de consultants internationaux. On nous a vendu l'illusion du progrès et nous avant acheté! ». L'officiel reconnaît qu'il fait partie d'une minorité dans l'émirat, consciente de la situation, mais qu'il est difficile de convaincre l'élite du pays.

N'oublions pas que le pays ne dispose que de 72 heures de réserve d'eau potable, produite par les usines de dessalement de Ras Laffan.

Avec la chute des prix du pétrole et du gaz, le Qatar a la gueule de bois comme les autres monarchies du Golfe.

### P.274

L'idée d'une TVA qui serait commune aux autres monarchies (fonctionnaire à vie avec transmission générationnelle) fait son chemin. Elle devrait entrer en vigueur en 2018. C'est une révolution dans ces pays sans impôts ! Une délégation du Conseil de coopération du Golfe (CCG) est même venue à Paris pour demander l'expertise technique de Bercy (des Raptout) dans ce domaine.

### P.278-279

Au Qatar, la chute des prix puis l'extinction de la culture des perles dans années 1930-1940 reste un traumatisme gravé dans les mémoires collectives. Activité traditionnelle dans les pays du Golfe persique, les secteur de la perle faisait vivre une bonne partie de la population locale. Leur qualité était réputée dans le monde entier.

À l'époque le pays avait été ruiné par la concurrence des perles de culture japonaise et avait connu par la suite des années de disette. Aujourd'hui, la baisse des prix du pétrole et du gaz n'est pas comparable, mais **Tamim** devra maintenir un État-providence généreux pour assurer l'allégeance des tribus et des grandes familles. Sinon, des pulsions de destitution pourraient renaître.

Malgré une modernité imposée par la famille royale, la société qatarienne reste fondamentalement conservatrice. Comme l'Arabie Saoudite, le Qatar est régit par le wahhabisme dans une version édulcorée. Les femmes conduisent, il n'existe pas de ségrégation stricte des genres, et l'alcool est



toléré. Mais sous **Tamim**, l'atmosphère est devenu plus lourde. Tous les vendredis matin, il y a des prêches enflammés. L'imam invoque Dieu pour tuer tous les koufars, c'est à dire les mécréants.

**Tamim** doit gérer une nouvelle génération très difficile. Son principal défi, c'est l'empowerment d'une jeunesse complètement déboussolée, surtout la tranche d'âge des 15-20 ans. Celle qui n'a pas connu les rigueurs de vie dans le désert. L'argent a pourri toute une génération. Quand le PIB par tête d'habitant avoisine les 100 000 dollars, pourquoi travailler et faire des efforts quand vous avez 18 ans ?

### P.280

Les Qatariens ont des salaires qui sont déconnectés de la création de valeur. Les autorités encouragent la « qatarisation » des emplois, mais les Qatariens capables sont peu nombreux. Ils se retrouvent souvent à des postes au-delà de leurs capacités et sont noyés dans la masse des dossiers qu'ils doivent gérer.

Le problème, c'est que pour les Qatariens, travailler est un peu insultant. Ici l'oisiveté n'est pas honteuse, bien au contraire ! Elle prouve que vous êtes influent et vous faites travailler les autres.

Le **Qatar Development Bank** prête le capital de départ pour créer leur société, réalise le business plan et va même jusqu'à créer leur société, réalise le business plan et va même jusqu'à recruter les employés. Dans quel pays du monde trouve-t-on des conditions aussi favorables pour se lancer dans la vie ? Or, ici les jeunes n'accrochent pas : ils veulent tous être directeurs dans l'administration (le rêve d'être haut-fonctionnaire ou de pouvoir se reposer sur les gens pour avoir une importance qu'ils n'ont pas).

### P.281-282

Pour la population qatarienne, consommer est devenu une addiction. Malgré des revenus confortables, les qatariens vivent pourtant à crédit. Ils souscrivent des prêts pour acheter des voitures qu'ils revendront un peu plus tard, sans rembourser la banque. Le gouvernement passera l'éponge à l'occasion de la fête nationale ou du ramadan. Même chose quand ils empruntent pour se faire construire une maison. Au bout de quelques années, ils ne remboursent plus rien. Encore une fois, le diwan royal régularisera la situation.

Le ralentissement économique n'a pas tari la soif du bling-bling au Qatar. Exemple s'acheter une voiture de luxe avec une plaque d'immatriculation personnalisé. Rien que pour la plaque d'immatriculation, il faut compter entre 2 à 3 millions de dollars.

Au Qatar comme dans les autres monarchies du Golfe, la consommation d'alcool explose bien que ce soit interdit. La boisson est alors dissimulée dans des cafetières ou des théières (tout est permis à condition que ça ne se voit pas ; d'où la schizophrénie ambiante c'est à dire un décalage entre ce qui est dit et ce qui est fait).

### P.283

La coupe du monde a été validée pour 2022 au Qatar. Elle aura lieu le jour de la fête nationale et que cela soit l'apothéose du règne de **Tamim**. Il y a même des juristes qui ont travaillé des scénarios dans le cas où la manifestation serait annulée pour cause de corruption.

### P.284-285

Des centaines de milliers de travailleurs asiatique construisent huit stades de la compétition et les infrastructure (200 milliards de dollar, d'investissement). Les critiques n'ont pas cessé de pleuvoir



concernant le sort de cette main-d'œuvre étrangère et bon marché.

Une confédération a estimé que 7 000 d'entre eux mourraient d'ici le coup d'envoi du premier match en 2022. Suite à la mauvaise publicité, l'émirat du Qatar, a commencé à reformer le statut de la main-d'œuvre étrangère et ses conditions de travail.

Pointé du doigt par des organisations, le Qatar élimine progressivement les labors camps (camps d'habitation pour travailleurs) les plus sordides. Le standards est désormais de 4 ouvriers logés dans 25 mètres carrés contre 8 personnes dans 20 mètres carrés auparavant.

### P.287-288

Il est vain d'espérer des autorités saoudiennes qu'elles renoncent au pacte fondateur avec le clergé wahhabite.

La France est en droit d'attendre moins de confusion dans les relations parfois obscures que Riyad entretient avec les communautés musulmanes à travers le monde. L'affaire de la mosquée de Nice financée avec l'argent personnel du ministre des Affaires religieuses, si elle est légale, n'est pas acceptable.

L'Arabie Saoudite, qui contrairement, à ses voisins n'a jamais été colonisée. Ils veulent que personne ne se mêlent de leur affaire (commande). « Si nous nous occupons des affaires des autres, c'est justement pour qu'on nous fiche la paix » (tout en finançant la construction de mosquées wahhabite à travers le monde ; leur idéologie).

La France est trop conciliante pour des raisons économiques au détriment de son rayonnement. Elle doit exercer davantage de pression. L'expérience ayant à maintes reprises montré que l'Arabie Saoudite ne comprenait que les contraintes extérieures.

L'Arabie Saoudite doit cesser le financement des mosquées wahhabites à travers le monde.

Le silence imposé jusqu'au début 2016 au Quai d'Orsay par **Laurent Fabius** au sujet des atteintes aux libertés individuelles en Arabie doit cesser.

Une fois encore, « ces pays ne respectent que les gens forts, pas les courtisans » confie un diplomate.

La France reste au mieux, le partenaire de compensation de l'Arabie Saoudite.

Il serait injuste d'accuser l'Arabie Saoudite de financer **Daech**, alors que les autorités (le clan Saoud) sont l'une des principales cibles du calife autoproclamé **Abou Bakr al-Bagdadî**, qui revendique une légitimité sur les lieux saints par sa parenté avec les **Qoreish**, une tribu historiquement liée à La Mecque et au prophète Mahomet.

Le problème avec le Qatar est son ambiguïté avec certains mouvements radicaux islamistes. Les rançons « payées » à la branche locale d'**al-Qaïda** en Syrie et sa tolérance à l'égard des financiers du djihad abrités par le Qatar sont de réelles sources de préoccupation.

La Qatar et l'Arabie Saoudite développent un prosélytisme inquiétant. Ils utilisent la charité islamique comme arme de son soft-power.

### P.291-292

Il semblerait, dans la guerre contre les islamistes, s'il y a un pays sur lequel la France peut compter, c'est celui des **Émirats arabes unis** (ils ont une obsession anti-islamiste). Pour Abou-Dhabi, l'éradication des barbus est la seule option possible.



L'attitude de la France vis à vis de ces pays, qui lui fait miroiter des marchés, est trop docile et finalement contre-productive. Le fait de chercher à tout prix à obtenir des contrats n'est pas perçu comme très respectable ; cela ne se fait pas dans la région. La France est considérée comme un pays faible, affirmait la chercheuse spécialiste du Golfe (Fatiha Dazi-Héni).

Lorsqu'ils voient arriver les Français avec leurs gros sabots à la recherche de contrats, ils se disent qu'ils vont faire mumuse un peu avec eux. S'il y a une chose que respectent ces pays, c'est la puissance. Des propos confirmés par de très nombreux industriels familiers de ces monarchies. Trop souvent les « élites » françaises, considèrent les émirs avec condescendances. Leur envoyer des courtiers originaires du Maghreb qu'ils n'apprécient pas pour négocier des contrats n'arrangent pas leur affaire.

Vient également la question de l'argent qui pollue la relation avec ces pays depuis des décennies. Financent-ils les partis politiques.

---

#### Mémo :

Le courant *hanbalite(1)* est l'une des quatre écoles de jurisprudence **SUNNITE** - en dehors des écoles *hanafite(2)*, *chaféite(3)* et *malékite(4)*.

Le courant hanbalite est le courant, le plus rigoriste d'entre elles. Et le *wahhabisme (1\*)*, en vigueur en Arabie Saoudite, s'inscrit dans le cadre de cette école, hanbalite.

---







**Document édité le 31 05 2018**